



Agglo Sud Pays Basque
Hego Lapurdiko Hirigunea

www.agglospb.fr

DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE
MARS 2015

DIAGNOSTIKO SOZIO-EKONOMIKOA
2015KO MARTXOA

Document d'objectifs Natura 2000

La Nivelle (estuaire, barthes et cours d'eau) / FR 7200785

Helburu Dokumentua

Urdazuri (itsasadarra, errepirak eta ibilguak) / FR 7200785



Ce projet est cofinancé
par l'Union européenne.
L'Europe s'engage en Aquitaine
avec le Fonds européen agricole pour
le développement rural (FEADER).



Maître d'ouvrage

Ministère en charge de l'environnement – DREAL Aquitaine – DDTM des Pyrénées Atlantiques

Président du COPIL

M. Philippe ELISSALDE, vice-président de l'Agglomération Sud Pays Basque et maire de la commune d'Ahetze

Opérateur Natura 2000

Agglomération Sud Pays Basque
Service milieux naturels
Chargé de mission : Florence Rubio
Tel : 05 59 48 30 85
5-7 rue Putillinea
64122 Urrugne

Rédaction du diagnostic socio-économique

Rédaction/coordination :
Florence Rubio, chargée de mission Natura 2000

Assistance rédaction/technique :
Rosana Zuccheli, association ECOGIS

Crédits photos de la couverture

© Agglomération Sud Pays basque



Sommaire

Table des illustrations.....	- 3 -
Les figures	- 3 -
Les Tableaux	- 4 -
Liste des abréviations.....	- 5 -
Avant-propos	- 6 -
Présentation du site	- 7 -
1. Démographie et urbanisation	- 10 -
1.1. La démographie.....	- 10 -
1.2. Les besoins de la population	- 10 -
2. Voiries et espaces verts	- 12 -
2.1. Les réseaux de communication.....	- 12 -
2.2. L'entretien et la gestion de la voirie et des espaces verts.....	- 12 -
3. Alimentation en eau potable	- 14 -
3.1. Les gestionnaires	- 14 -
3.2. Les infrastructures	- 14 -
3.3. La réglementation	- 14 -
4. Assainissement	- 16 -
4.1. Les gestionnaires	- 16 -
4.2. Les infrastructures	- 16 -
4.3. La réglementation	- 17 -
4.4. Les impacts.....	- 17 -
5. Eaux pluviales	- 19 -
5.1. Les gestionnaires	- 19 -
5.2. Les infrastructures	- 19 -
5.3. Les impacts.....	- 19 -
6. Tourisme	- 20 -
6.1. Les infrastructures	- 20 -
6.2. Les activités sur le site	- 20 -
7. Déchets aquatiques	- 23 -
8. Seuils et barrages	- 24 -
8.1. Les infrastructures	- 24 -
8.2. La réglementation	- 24 -
1. Agriculture	- 28 -
1.1. Une agriculture traditionnelle orientée vers la production animale	- 28 -
1.2. La réglementation	- 30 -
1.3. Les impacts.....	- 30 -
2. Foresterie	- 33 -
2.1. Les gestionnaires	- 33 -
2.2. Etat de la ripisylve	- 33 -
2.3. La réglementation	- 34 -
2.4. La gestion de la ripisylve	- 34 -
3. Pêche professionnelle	- 35 -

3.1.	Les différentes pêches	- 35 -
3.2.	La réglementation	- 36 -
4.	Ports et dragages	- 37 -
4.1.	Le port professionnel	- 37 -
4.2.	Le port de plaisance	- 37 -
4.3.	Le dragage.....	- 38 -
4.4.	La réglementation	- 39 -
5.	Autres activités.....	- 40 -
5.1.	Les autres activités pouvant impacter le site Natura 2000.....	- 40 -
5.2.	Les impacts.....	- 41 -
1.	Activités sportives de plein air	- 43 -
1.1.	Les activités sportives	- 43 -
1.2.	Les impacts.....	- 44 -
2.	Chasse et piégeage.....	- 45 -
2.1.	Les infrastructures	- 45 -
2.2.	La réglementation	- 45 -
2.3.	Les impacts.....	- 45 -
3.	Pêche de loisir en zone fluviale	- 46 -
3.1.	Les gestionnaires	- 46 -
3.2.	La pratique de l'activité.....	- 47 -
3.3.	La réglementation	- 47 -
3.4.	Les impacts.....	- 47 -
4.	Pêche de loisir en zone maritime	- 49 -
4.1.	La pêche de loisir de la Baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure au pont d'Ascain	- 49 -
4.2.	La réglementation	- 50 -
	Conclusion	- 51 -
	Annexes.....	- 53 -
	Annexe 1 : La baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure	- 54 -
	Annexe 2 : Le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle.....	- 57 -

Table des illustrations

Les figures

● Figure 1 : Les communes du site	- 7 -
● Figure 2 : L'occupation du sol	- 8 -
● Figure 3 : Le territoire administratif du site	- 8 -
● Figure 4 : Densité de population par commune (source : INSEE)	- 10 -
● Figure 5 : Evolution de l'urbanisation entre 1990 et 2009 (source : GIP Littoral)	- 10 -
● Figure 5 : Zones nouvellement urbanisée depuis 2000	- 11 -
● Figure 6 : Les grands axes de communication	- 12 -
● Figure 7 : Le réseau d'eau potable sur le site	- 14 -
● Figure 8 : L'assainissement collectif sur le site	- 16 -
● Figure 9 : Les points de pollution potentielle en cas de surverses en temps de pluie	- 17 -
● Figure 10 : Les points de pollution potentielle en cas de surverses en temps de pluie	- 18 -
● Figure 11 : Les offres d'hébergement sur le territoire	- 20 -
● Figure 12 : Les activités culturelles	- 21 -
● Figure 13 : Les seuils et barrages présents sur le site	- 24 -
● Figure 14 : La franchissabilité des ouvrages	- 25 -
● Figure 15 : Le classement des cours d'eau	- 25 -
● Figure 16 : Part de la Surface Agricole Utile par commune	- 28 -
● Figure 18 : Epandage des effluents	- 29 -
● Figure 17 : Occupation des sols agricoles (source : GIP Littoral)	- 29 -
● Figure 19 : Utilisation du cours d'eau pour l'agriculture	- 30 -
● Figure 20 : Chargement en nitrates des exploitations d'élevage	- 30 -
● Figure 21 : Risque de contamination bactériologique	- 31 -
● Figure 22 : Risque de contamination lié aux effluents	- 31 -
● Figure 23 : Régime forestier sur le site	- 33 -
● Figure 24 : Localisation des zones du port de commerce	- 37 -
● Figure 25 : Localisation des zones du port de plaisance	- 38 -
● Figure 26 : Les zones de dragage	- 38 -
● Figure 27 : Répartition des établissements industriels par commune	- 40 -
● Figure 28 : Les activités sportives de plein air	- 43 -
● Figure 29 : La pression de la pêche à pied	- 47 -
● Figure 30 : La pression de la pêche du bord	- 49 -
● Figure 31 : La pression du ramassage de coquillages	- 49 -

Les Tableaux

●	Tableau 1 : Impacts de l'urbanisation sur le site	- 11 -
●	Tableau 2 : Les gestionnaires des voies de transports.....	- 12 -
●	Tableau 3 : Impacts des réseaux de communication sur le site	- 13 -
●	Tableau 4 : Impacts de l'alimentation en eau potable sur le site	- 15 -
●	Tableau 5 : La gestion de l'assainissement	- 16 -
●	Tableau 6 : Impacts de l'assainissement sur le site.....	- 18 -
●	Tableau 7 : Les principaux éléments polluants contenus dans les eaux de ruissellement.....	- 19 -
●	Tableau 8 : Impacts des eaux pluviales	- 19 -
●	Tableau 9 : Impacts du tourisme	- 22 -
●	Tableau 10 : Impacts des déchets aquatiques.....	- 23 -
●	Tableau 11 : Impacts des seuils et barrages	- 26 -
●	Tableau 12 : Impacts de l'agriculture	- 32 -
●	Tableau 13 : Impacts de la foresterie	- 34 -
●	Tableau 14 : Période de pêche	- 35 -
●	Tableau 15 : Impacts de la pêche professionnelle.....	- 36 -
●	Tableau 16 : Espèces vendues à la criée	- 37 -
●	Tableau 17 : Volume dragué dans les différentes zones	- 38 -
●	Tableau 18 : Impacts des ports et dragages.....	- 39 -
●	Tableau 20 : Structures considérées comme polluantes	- 40 -
●	Tableau 21 : Impacts des activités sportives de plein air.....	- 44 -
●	Tableau 22 : Impacts de la chasse et du piégeage.....	- 45 -
●	Tableau 23 : Impacts de la pêche de loisir en zone fluviale.....	- 48 -
●	Tableau 24 : Impacts de la pêche de loisir en zone maritime.....	- 50 -
●	Tableau 25 : Bilan des activités sur le site Natura 2000	- 51 -



Liste des abréviations

AAPPMA	Association Agréée de Pêche et de Protection Des Milieux Aquatiques
ARS	Agence Régionale de Santé
BCAE	Bonnes Conditions Agro-Environnementales
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
CIDPMEM	Comité Interdépartemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins
COGEPOMI	Comité de gestion des poissons migrateurs
EIC	Espèce d'Intérêt Communautaire
FSD	Formulaire Standard de Données
GIP	Groupement d'Intérêt Public
HIC	Habitat d'Intérêt Communautaire
ICPE	Installation Classée Pour l'Environnement
INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
ONEMA	Office national de l'eau et des milieux aquatiques
ONF	Office National des Forêts
PAC	Politique Agricole Commune
PDPG	Plan Départemental pour la Protection du milieu aquatique et la Gestion des ressources piscicoles
PLAGEPOMI	Plan de gestion des poissons migrateurs
PLU	Plan Local d'Urbanisation
RFF	Réseaux Ferrés de France
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SAU	Surface Agricole Utile
SCOT	Schéma de Cohérence Territoriale
SPANC	Service Public d'Assainissement Non Collectif
STEP	Station d'Épuration
UGB	Unité Gros Bétail

Avant-propos

Objectif de ce volet

Ce diagnostic socio-économique ne constitue ni une étude approfondie ni exhaustive des activités humaines présentes sur le site. L'objectif de ce travail est multiple.

Il permet tout d'abord de décrire les activités humaines et de déterminer leurs effets (positifs ou négatifs, cumulés ou non...) sur le site Natura 2000. Il s'agit donc d'établir un bilan en réalisant, dans un premier temps, une description succincte du contexte social et économique de l'activité, c'est-à-dire en définissant son importance sur le territoire et en connaissant son évolution. Dans un second temps, il faut enrichir cette description avec les données propres au site (gestion de l'activité, mode de production et d'exploitation, programme d'action, projets...). Ces éléments permettront d'analyser les activités, en étudiant les logiques de gestion, en déterminant les interactions entre elles et avec le site et, pour finir, en définissant les effets sur le site en général. Il s'agit, par conséquent, de montrer l'importance et le rôle de l'activité pour le territoire.

Ce travail a également permis d'établir un premier contact avec les acteurs du territoire et d'identifier les documents, les projets... présents sur le site qui pourraient interagir avec les espèces et les habitats.

Pour aller plus loin dans l'analyse socio-économique du territoire et pour une meilleure compréhension des enjeux il est recommandé de consulter ce présent document associé :

- au document de compilation qui comprend le rapport détaillé du diagnostic écologique et les présentations et comptes rendus de réunions et de groupe de travail menés durant la phase d'élaboration du DOCOB.

Réalisation et partenaires

La présente étude, menée par l'Agglomération Sud Pays basque, s'est déroulée du mois de janvier 2013 au mois d'avril 2014. La stratégie d'étude du diagnostic des activités socio-économiques a été fondée sur une recherche de données existantes au travers de la bibliographie, complétée par l'acquisition de données nouvelles par le biais d'entretiens individuels avec les acteurs du territoire de la Nivelle. Ces rencontres ont également été l'occasion d'expliquer la démarche Natura 2000, de dissiper certains malentendus et de débiter la concertation entre les acteurs et l'animateur Natura 2000 tout en parlant d'un sujet qu'ils maîtrisent bien. Elles ont permis de préparer sereinement les groupes de travail.

- Recueil de données existantes et identification des éléments manquants
- Constitution d'un fichier de contacts et préparation des entretiens individuels
- Mise en place des entretiens individuels
- Traitement des données recueillies et rédaction de la description de l'activité
- Préparation des groupes de travail
- Réalisation des groupes de travail :
 - Agriculture, chasse, forêt : 27 juin 2013
 - Tourisme et activités de loisirs, alimentation en eau, assainissement, activités industrielles : 22 octobre 2013
 - Pêche professionnelle, pêche de loisir, seuils : 26 novembre 2013
- Modification et compléments des descriptions des activités
- Rédaction des fiches activités

Présentation du site

Localisation du site

Le site est situé dans l'Ouest des Pyrénées-Atlantiques au sein du Pays Basque.

- 8 communes
- 42 758 habitants
- 1 450 ha dont la baie de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure
- Altitude : de 0 à environ 600 mètres
- 233 km de cours d'eau dont 12 km soumis à la marée.

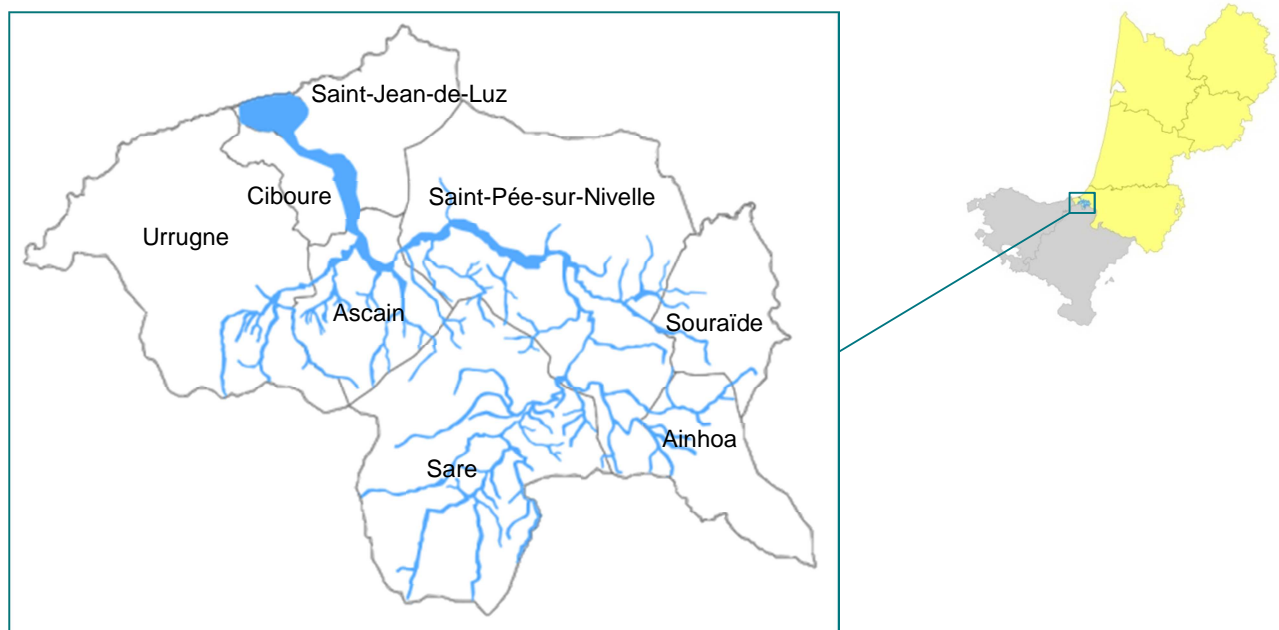


Figure 1 : Les communes du site

Historique du site

« Jusqu'à la seconde moitié du XX^e siècle, le paysage de ce territoire a conservé la composition suggérée par la morphologie, les crêtes et les vallons n'ont pas permis à la mécanisation agricole de modifier le parcellaire et seuls des changements progressifs (extensions de ferme..) ont fait évoluer lentement le cadre. Toutefois, les dernières décennies ont été marquées par des modifications paysagères provoquées par le développement mal maîtrisé des habitations individuelles [...]. Le paysage façonné par la tradition agropastorale évolue de plus en plus rapidement en paysage agro-résidentiel. Les crêtes sont toujours l'espace d'accueil de l'habitat mais les distances se réduisent considérablement entre les différents bâtiments.

Le mitage ponctuel évolue alors en mitage linéaire. » (SCOT Sud Pays Basque – rapport de présentation, 2005). L'agriculture et la sylviculture se retirent majoritairement dans les parties de montagne ou le long des cours d'eau au profit d'une urbanisation importante sur les crêtes et le littoral (Figure 2). De plus, ce phénomène a été amplifié à partir du XX^e siècle avec le développement du tourisme.

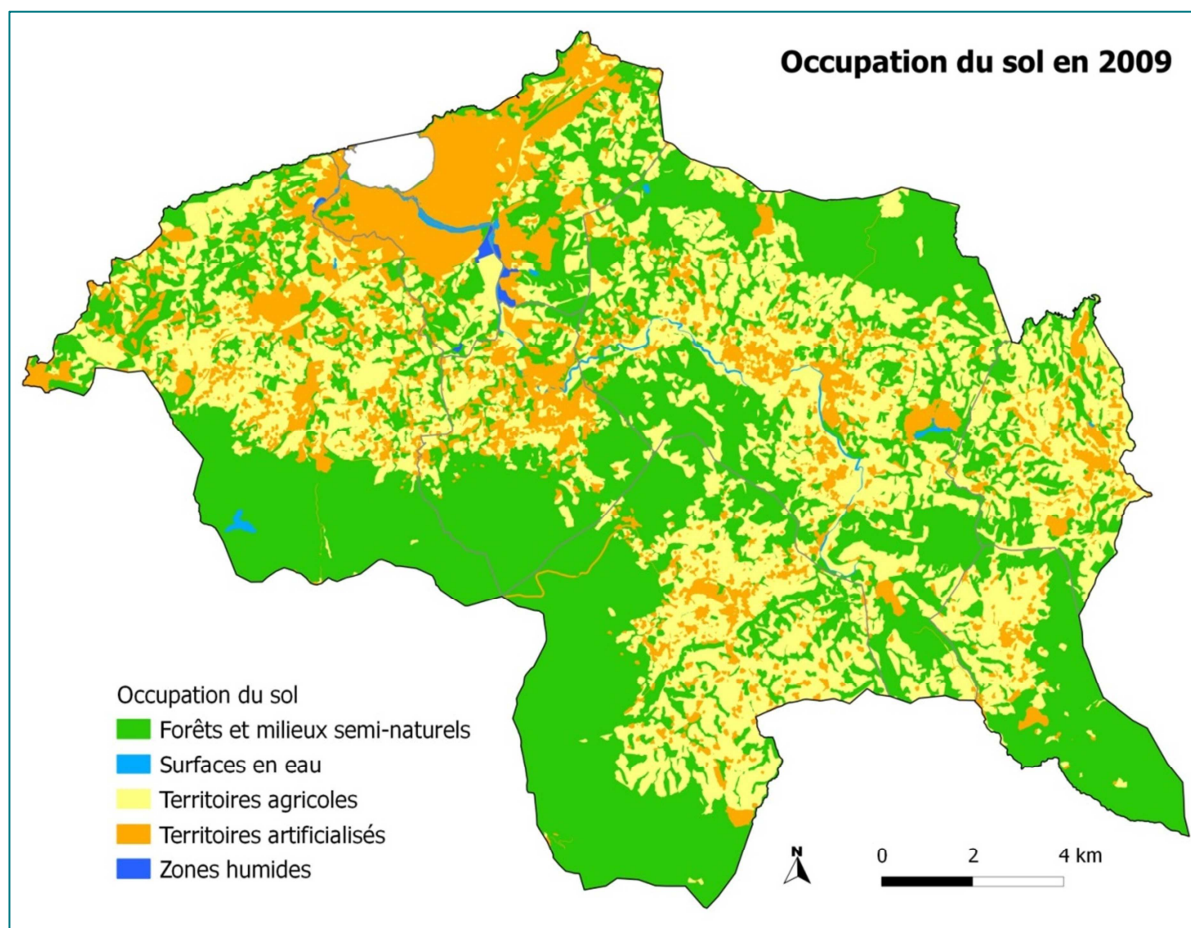


Figure 2 : L'occupation du sol

Appartenance du territoire

Le site Natura 2000 se situe au sein du Pays Basque.

Le site Natura 2000 concerne 8 communes qui appartiennent pour la majorité à l'Agglomération Sud Pays Basque : Ainhoa, Ascain, Ciboure, Saint-Jean-de-Luz, Saint-Pée-sur-Nivelle, Sare et Urrugne. Souraïde, quant à elle, fait partie de la Communauté de Communes Errobi. Cette commune est relativement peu concernée par le site Natura 2000 (moins de 5 % du territoire) : les activités qu'elle accueille impactent davantage le bassin versant de la Nive que celui de la Nivelle, certains effets étant marginaux pour le site Natura 2000 de « La Nivelle (estuaire, barthes et cours d'eau) » et ne seront pas traités dans les fiches « activité ».

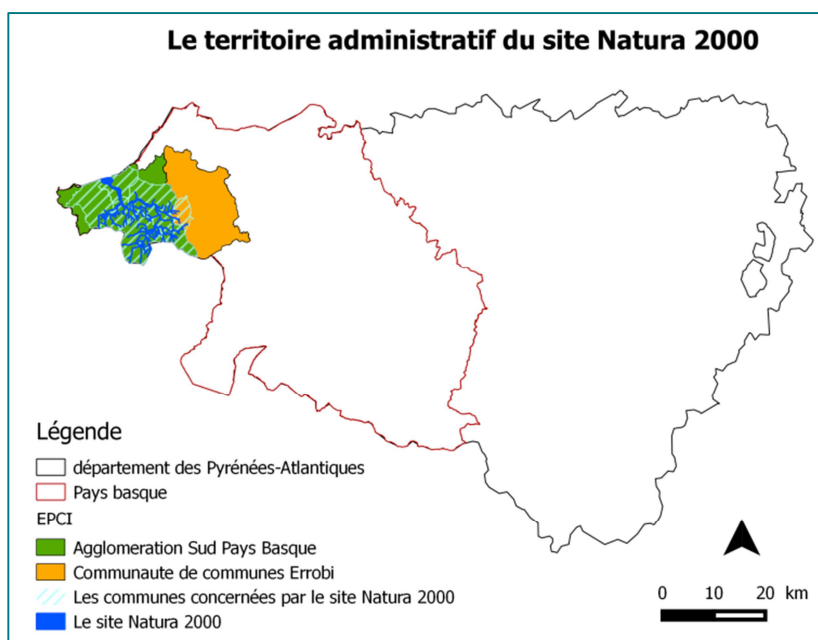


Figure 3 : Le territoire administratif du site



Démographie et besoins de la population

1. Démographie et urbanisation

1.1. La démographie

Ce territoire comptait, en 2009, 42 758 habitants, soit une densité moyenne de 281,3 ha/km² (Figure 4). En dix ans, il y a eu une augmentation constante de l'ordre de 42 % de la population.

La croissance de la population est inégale sur le territoire, elle est moins importante sur les communes du littoral en raison de la saturation des espaces urbanisables.

D'ici 2020, on prévoit un développement de la population d'environ 7 500 habitants, soit 18 % d'augmentation. Aux résidents permanents, il faut ajouter la population estivale (tourisme) qui multiplie par 1,3 la population sur l'ensemble des 8 communes.

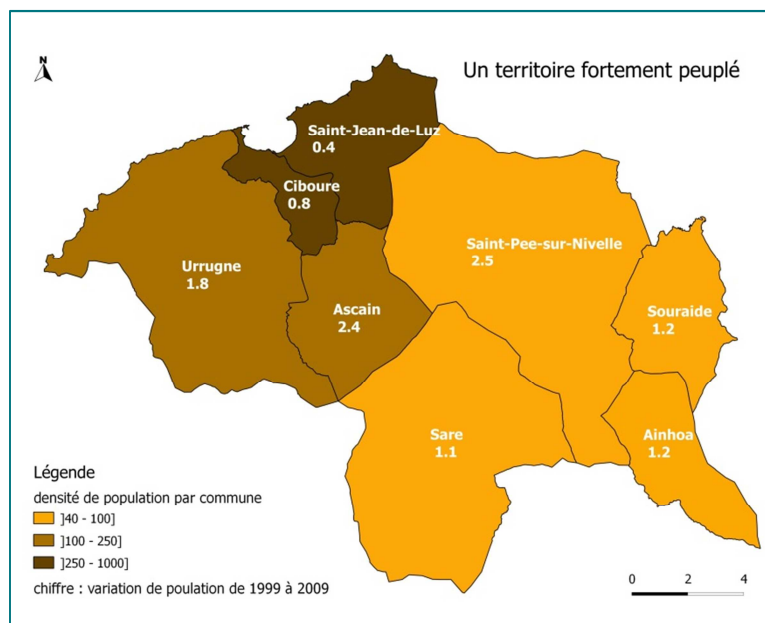


Figure 4 : Densité de population par commune (source : INSEE)

1.2. Les besoins de la population

Cette hausse de la population provoque une augmentation des besoins :

- en surface (étalement des zones urbaines en équipements (magasins, écoles, voiries...),
- en ressources naturelles (eau, bois...),

En 2009, environ 4 000 ha étaient urbanisés dont 52 % correspondaient à des habitations (30 403 logements dont 23 % de résidences secondaires) et 8 % à des grands axes de transport.

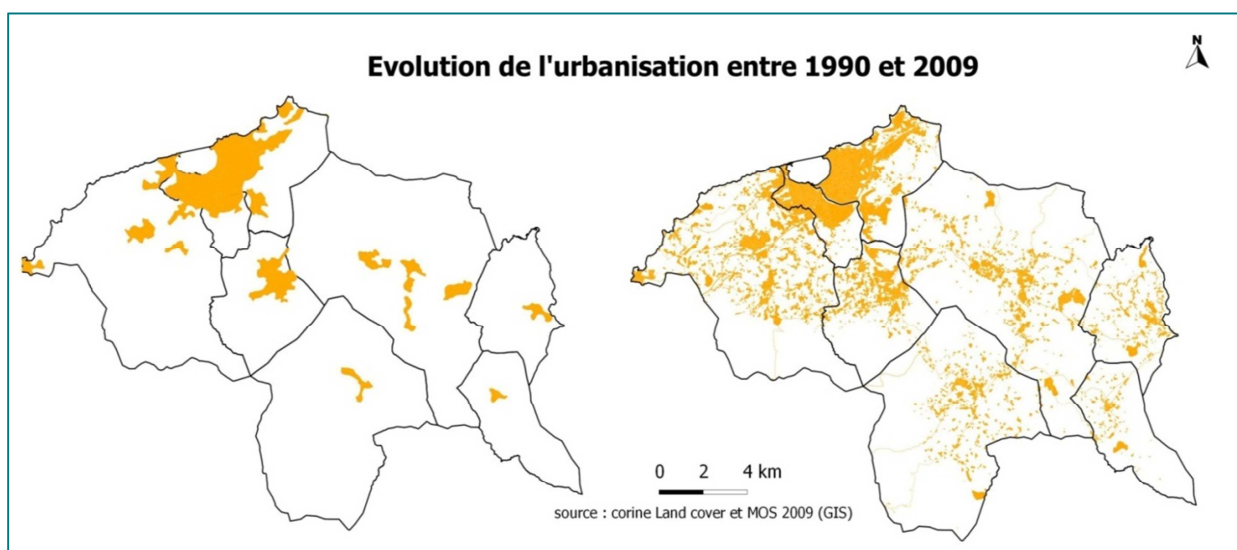


Figure 5 : Evolution de l'urbanisation entre 1990 et 2009 (source : GIP Littoral)

De 2000 à 2009, 530 ha ont été urbanisés : 81 ha étaient à l'origine des forêts ou des milieux semi-naturels et 445 ha des terres agricoles. 6 % de la superficie totale de ces milieux a été perdue en 9 ans.

L'usage des terres passe progressivement d'une vocation d'outil de travail (agriculture, forêt) à celle d'habitation ou de loisirs.

On peut également noter que certaines zones du territoire sont à ce jour totalement urbanisées. On peut citer le contour de la baie de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure ainsi que sa partie aval et quelques bourgs (situés dans le site Natura 2000). Afin de sécuriser cette urbanisation, sur environ 5 % du site Natura 2000, les berges de la Nivelle ont été anthropisées avec des empiétements, des digues, des enrochements pour limiter les inondations et les submersions au niveau de la baie.

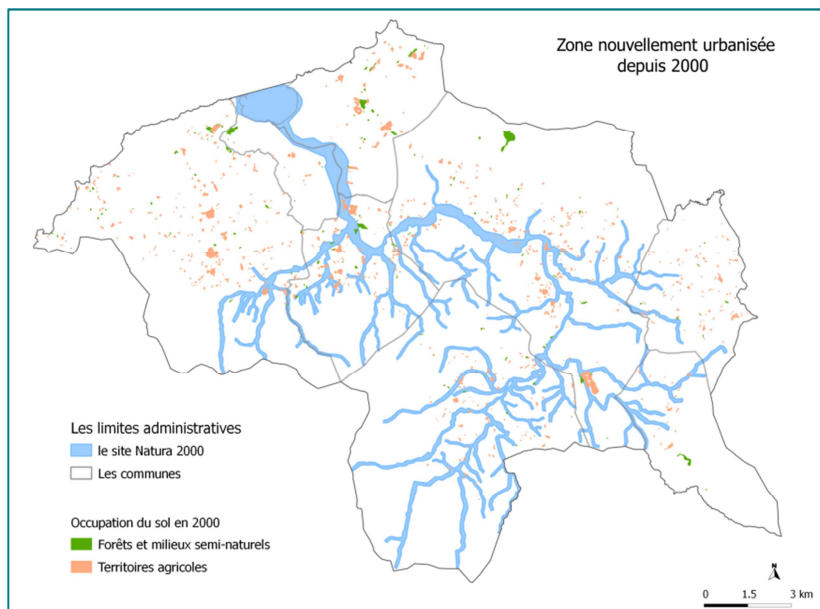


Figure 5 : Zones nouvellement urbanisées depuis 2000

Du fait de l'augmentation continue de la population et de l'importance du tourisme sur le site, l'urbanisation empiète de plus en plus sur les milieux naturels. Ce site Natura 2000 est donc soumis à une très forte pression foncière et urbanistique.

Une prise en compte des enjeux environnementaux dans les projets d'aménagement et les documents d'urbanisme est nécessaire pour préserver la biodiversité.

Tableau 1 : Impacts de l'urbanisation sur le site

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
	<ul style="list-style-type: none"> ● Artificialisation des milieux par l'étalement urbain ● Diminution et fragmentation des habitats naturels et des habitats d'espèces ● Imperméabilisation des sols, augmentation de la vitesse d'écoulement des eaux de ruissellement ● Dérangement constant pour la faune

2. Voiries et espaces verts

2.1. Les réseaux de communication

Sur le territoire, différents réseaux de transport sont présents :

- La voie SNCF qui relie Bordeaux à Irun : environ 20 passages par jour en semaine sont réalisés.
- L'autoroute A63 reliant Bordeaux à Irun : elle traverse la Nivelle au Niveau de Saint-Jean-de-Luz et Ciboure. 396 159 passages sont comptabilisés par an, dont 24 % sur les mois de juillet – août (données ASF, 2013). Cet axe est actuellement en cours d'élargissement pour passer à deux fois trois voies.
- Le réseau routier sur le territoire est fortement développé. 45 km de routes principales et secondaires longent ou traversent (37 ouvrages) le site Natura 2000. En comptabilisant le trafic des plus grosses routes départementales (D918, D4, D3), on compte un peu plus de 25 000 passages par jour.

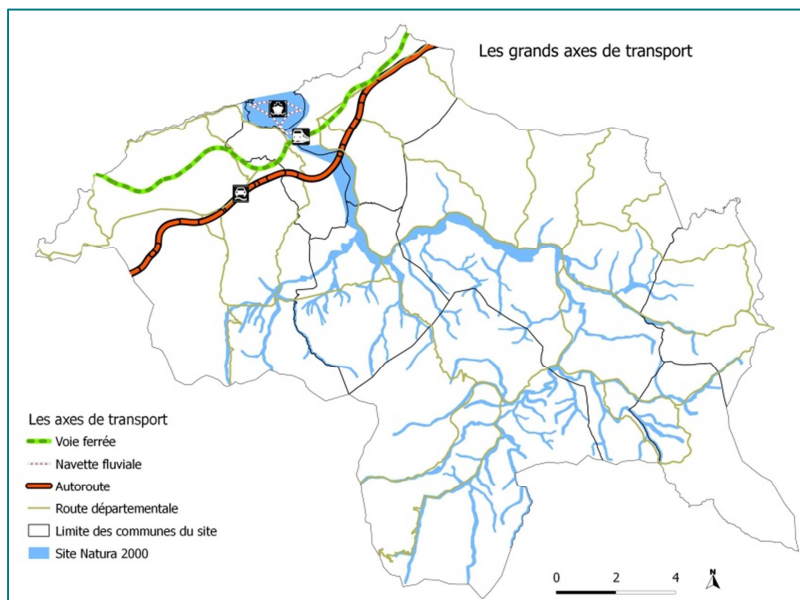


Figure 6 : Les grands axes de communication

2.2. L'entretien et la gestion de la voirie et des espaces verts

La gestion des voies de transports est confiée à différentes structures :

Tableau 2 : Les gestionnaires des voies de transports

Type de voie	Gestionnaire	Remarques
Routes départementales	Conseil Départemental	Objectif à moyen terme de « zéro phyto »
Autoroute A63	ASF	Mise en place de bassins de rétention d'eaux usées
Voie ferrée	RFF	Réflexion sur les techniques alternatives aux traitements chimiques depuis 2009

Les impacts des produits phytosanitaires sont importants, ils touchent aussi bien l'environnement que la santé humaine, néanmoins leur usage est courant pour l'agriculture, pour l'entretien des espaces aménagés par l'homme à titre privé (jardins, golfs...) ou publics (parcs, routes, rues...). Une dose trop importante de pesticides à proximité d'un cours d'eau entraînera une pollution par l'écoulement des eaux de surface ou souterraines jusqu'au ruisseau ou à la nappe phréatique. A ce jour, d'après les analyses de l'Agence Régionale de Santé (ARS), des pesticides ont été décelés dans la Nivelle mais aucune concentration supérieure à la limite de qualité n'a été observée malgré l'importance des espaces verts et des voiries.

Les infrastructures de transport sont importantes sur et à proximité du site Natura 2000 : une autoroute, une voie de chemin de fer et 45 km de routes principales et secondaires le longent ou le traversent, grâce à 52 ponts. Seuls 5 d'entre eux disposent d'un système de franchissement pour les mammifères semi-aquatiques (Vison et Loutre). Les autres sont soit infranchissables soit franchissables uniquement en période de basses eaux. Un risque important de collision routière pour les espèces existe donc sur le site.

L'entretien de cette voirie et des espaces verts peut impacter les habitats et espèces d'IC par l'utilisation de produits phytosanitaires, néanmoins, suite aux nouvelles réglementations à ce sujet, leur utilisation devraient disparaître au profit des méthodes alternatives.

Tableau 3 : Impacts des réseaux de communication sur le site

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none"> ● Présence de bassins de décantation ● Recherche d'une diminution des herbicides 	<ul style="list-style-type: none"> ● Diminution et fragmentation des habitats naturels et des habitats d'espèces ● Imperméabilisation des sols, augmentation de la vitesse des eaux de ruissellement ● Mortalité d'individus par collision ● Dérangement constant pour la faune ● Pollution liée à l'entretien

3. Alimentation en eau potable

Le territoire du site Natura 2000 est constitué d'un réseau hydrographique.

3.1. Les gestionnaires

La gestion de l'Alimentation en Eau Potable est de la compétence de l'Agglomération Sud Pays Basque pour les communes la concernant. Elle a décidé de déléguer la majorité de cette gestion à la Lyonnaise des eaux pour la quasi-totalité du territoire, seule Sare est gérée en régie. Ces deux structures sont responsables du prélèvement, du traitement et de la distribution de l'eau. En ce qui concerne la commune de Souraïde, cette activité est gérée en totalité par la commune.

3.2. Les infrastructures

Le territoire est très convoité pour sa ressource : 19 prélèvements sur les communes du site Natura 2000 dont 5 prises d'eau directes dans la Nivelle ou ses affluents (carte ci-contre). Les autres ont lieu au niveau des sources. Afin de rendre potable cette eau, 5 usines de traitement sont présentes à proximité du site (4 sur l'Agglomération et 1 à Souraïde). Elles permettent d'alimenter 90 % de la population des 8 communes (22 903 abonnés pour 2 753 382 m³). En amont des deux plus grosses usines (Cherchebruit et Helbarron), des stations d'alerte analysent en continu la qualité de l'eau brute afin de pouvoir adapter si nécessaire les traitements de l'eau.

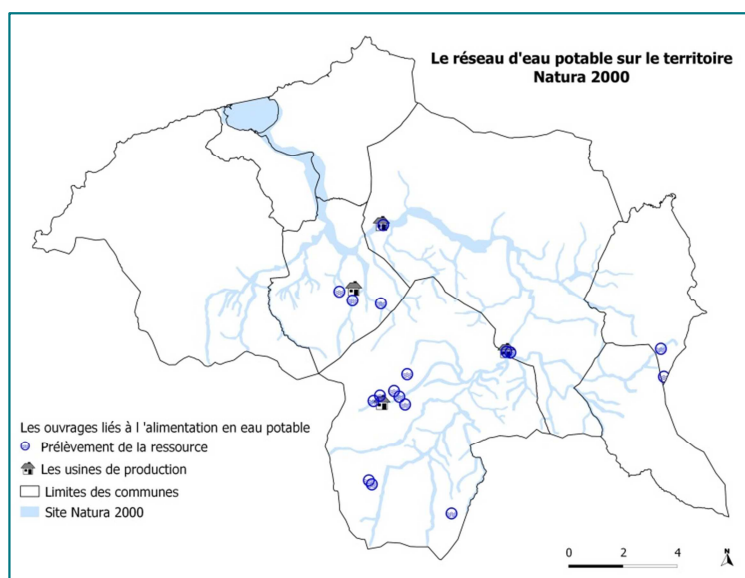


Figure 7 : Le réseau d'eau potable sur le site

3.3. La réglementation

Les prélèvements sont encadrés par un arrêté préfectoral. Il indique un quota maximal qui vise à rendre compatibles ces prélèvements avec le maintien d'une quantité et d'un débit permettant la continuité de la vie aquatique. Il définit également des périmètres de protection des captages qui limitent les activités sur le site afin de garantir une meilleure qualité de l'eau autour des zones de prélèvement.

Cette activité est fortement dépendante du site, puisqu'il existe 5 prises directes dans la Nivelle ou ses affluents. L'avantage de cette activité pour le site est le suivi régulier de la qualité de l'eau qu'elle nécessite.

Dans le futur, vu la croissance démographique sur le territoire et les évolutions liées au changement climatique (baisse des débits et hausse des températures), la pression de prélèvement ne va cesser de s'amplifier. Le schéma directeur d'eau potable de l'Agglomération Sud Pays Basque, réalisé en 2013, se fixe comme objectif, entre autres, le maintien de la qualité de l'eau et la recherche de nouvelles ressources pour assurer l'alimentation de la population en augmentation et anticiper les étiages plus importants. Ces objectifs pourraient impacter la vie du site Natura 2000 car la diminution de la quantité d'eau au sein du ruisseau ou la mise à sec temporaire accentuerait les étiages et modifierait le fonctionnement du cours d'eau ce qui pourrait provoquer des risques de dégradation des habitats naturels humides et des habitats d'espèces d'intérêt communautaire en aval du captage d'eau. En effet, il ne faudrait pas que l'alimentation en eau potable laisse une quantité d'eau insuffisante pour les poissons dans le milieu naturel.

Il est donc essentiel de travailler conjointement avec l'Agglomération Sud Pays Basque et la commune de Souraïde pour s'assurer que les prélèvements d'eau potable n'impactent pas la survie des poissons.

Tableau 4 : Impacts de l'alimentation en eau potable sur le site

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none">● Suivi de la qualité de l'eau	<ul style="list-style-type: none">● Risque d'augmentation de la pression sur la ressource aquatique

4. Assainissement

Afin de garantir la qualité de la ressource en eau, suite à son utilisation anthropique, l'eau est traitée avant d'être rejetée dans le milieu naturel.

Les deux modes d'assainissement sont présents :

- le **collectif** (les eaux usées sont collectées par le biais de réseaux collectifs et traitées en station d'épuration. La collecte et le traitement sont assurés par la commune ou la collectivité compétente),
- le **non collectif**, appelé également assainissement autonome (le traitement des eaux se fait individuellement sur la parcelle de l'habitation).

4.1. Les gestionnaires

Sur le site, l'assainissement est géré par les structures suivantes :

Tableau 5 : La gestion de l'assainissement

	Assainissement collectif			Assainissement non collectif		
	Gestionnaire	Délégataire	Remarques	Gestionnaire	Délégataire	Remarques
Les 7 communes de l'Agglomération Sud Pays Basque	Agglomération Sud Pays Basque	AGUR et Lyonnaise des eaux	Ils suivent, gèrent et contrôlent l'activité	Agglomération Sud Pays Basque	/	Elle conseille et contrôle les chantiers
Souraïde	Mairie de Souraïde			Mairie de Souraïde	Syndicat URA	/

4.2. Les infrastructures

► 4.2.1. L'assainissement collectif

Sur les 8 stations d'épurations (STEP) présentes sur le territoire, seules 7 se trouvent sur le bassin versant de la Nivelle, celle de Souraïde rejetant dans la Nive (Figure ci-contre).

Ces 7 STEP traitent plus de 4 millions de m³ d'eaux usées par an pour environ 21 000 abonnés (251,6 km de réseaux), à l'aide de boues activées (5356 m³ de boues ont été utilisées en 2012, elles sont soit épandues, soit envoyées dans des centres de compostage).

Cinq STEP rejettent leurs eaux traitées directement dans la Nivelle ou dans un de ses affluents, les deux autres déversant dans l'océan. L'eau en sortie des STEP respecte les normes nationales.

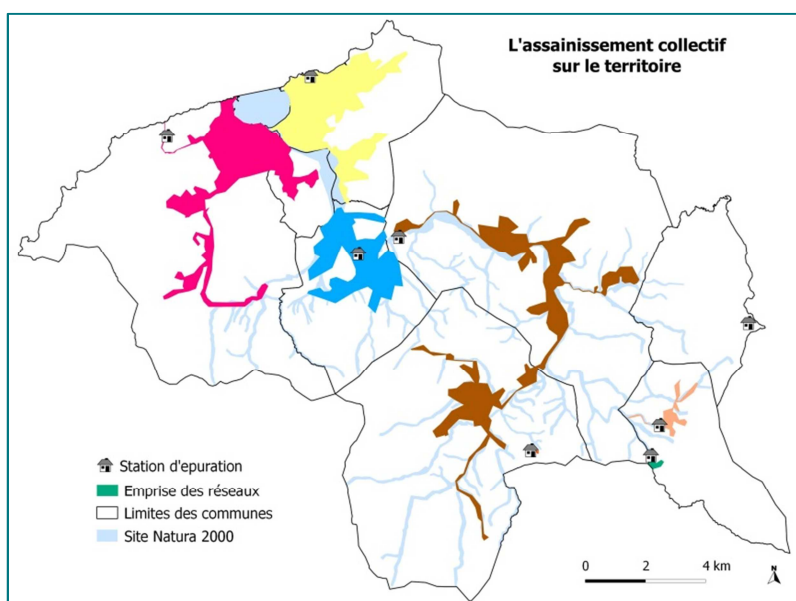


Figure 8 : L'assainissement collectif sur le site

► 4.2.2. L'assainissement non collectif

Il est relativement présent sur le territoire (2 762 installations) à cause de la dispersion des habitations, puisque le réseau collectif ne couvre pas tout le territoire.

4.3. La réglementation

- **L'assainissement collectif** est soumis à la directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines. Elle est appliquée à chaque station à travers un arrêté préfectoral qui fixe, entre autres, des obligations de résultats en matière de qualité d'eau rejetée, de suivi, d'interdiction de rejet d'eaux usées brutes dans le milieu hydraulique superficiel...
- **L'assainissement non collectif** est soumis à une réglementation obligeant les propriétaires à avoir un système conforme, à entretenir leur installation... afin de limiter les nuisances. Le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) est chargé de les contrôler tous les 4 ans et de les mettre en conformité si nécessaire.

4.4. Les impacts

► 4.4.1. L'assainissement collectif

Les stations d'épuration rejetant directement dans le site Natura 2000 ont un fonctionnement correct (l'eau rejetée est conforme aux objectifs des arrêtés d'entretien) et ne sont pas en limite de capacité (peu de problème de surcharge d'eau souillée). Néanmoins, il est important de garder à l'esprit que certains éléments, sources d'impact pour le cours d'eau, ne sont pas éliminés par ces STEP.

En cas de très forte pluie ou de pluie continue, les eaux de pluie peuvent rejoindre le réseau (réseau unitaire) ou des eaux parasites peuvent s'infiltrer (réseau séparatif) dans le réseau, ce qui conduit à sa saturation. Cette surcharge a pour conséquence le rejet d'eau non traitée dans le milieu naturel au niveau des by-pass des STEP, des déversoirs d'orages, des postes de refoulement ou de relèvement, et des bassins de rétention (Figure 9). De plus, il existe, de façon marginale, quelques problèmes de branchements entraînant les mêmes conséquences.

Le **poste de refoulement** a pour objectif de faire transiter au moyen de pompes l'eau souillée sous pression pour franchir un obstacle particulier (rivière, relief) ou pour atteindre une STEP éloignée.

Le **déversoir d'orage** permet de rejeter directement dans le milieu un débit d'eau excédentaire dû à de fortes précipitations atmosphériques.

Le **bassin de rétention** est une zone de stockage des eaux, enterrée ou à ciel ouvert.

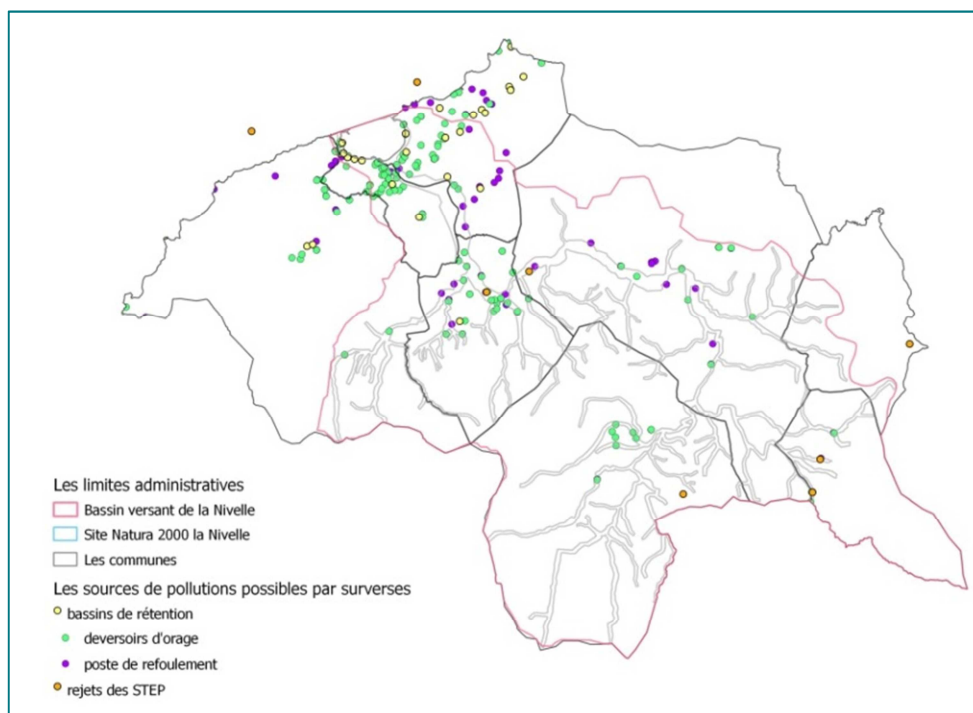


Figure 9 : Les points de pollution potentielle en cas de surverse en temps de pluie

► 4.4.2. L'assainissement non collectif

En ce qui concerne l'assainissement non collectif, certains rejets ne sont pas, ou pas suffisamment, traités avant de repartir dans le milieu naturel et entraînent des pollutions locales. Suite aux contrôles des SPANC, environ 300 points noirs (installations avec des nuisances sur l'environnement) ont été identifiés en 2013, ce qui représente un peu moins de 15 % des installations (Figure 10). Les propriétaires ont au maximum 4 ans pour réhabiliter leur installation.

L'Agglomération Sud Pays Basque a réalisé un schéma directeur d'assainissement afin de fixer les orientations fondamentales des aménagements, à moyen et à long terme, en vue d'améliorer la qualité, la fiabilité et la capacité des systèmes de la collectivité. Ce document préconise indirectement la diminution de l'impact de cette activité sur le milieu naturel. A ce jour, il est essentiel de relativiser tous ces impacts négatifs car ils paraissent négligeables lorsqu'on regarde la qualité de l'eau du site Natura 2000.

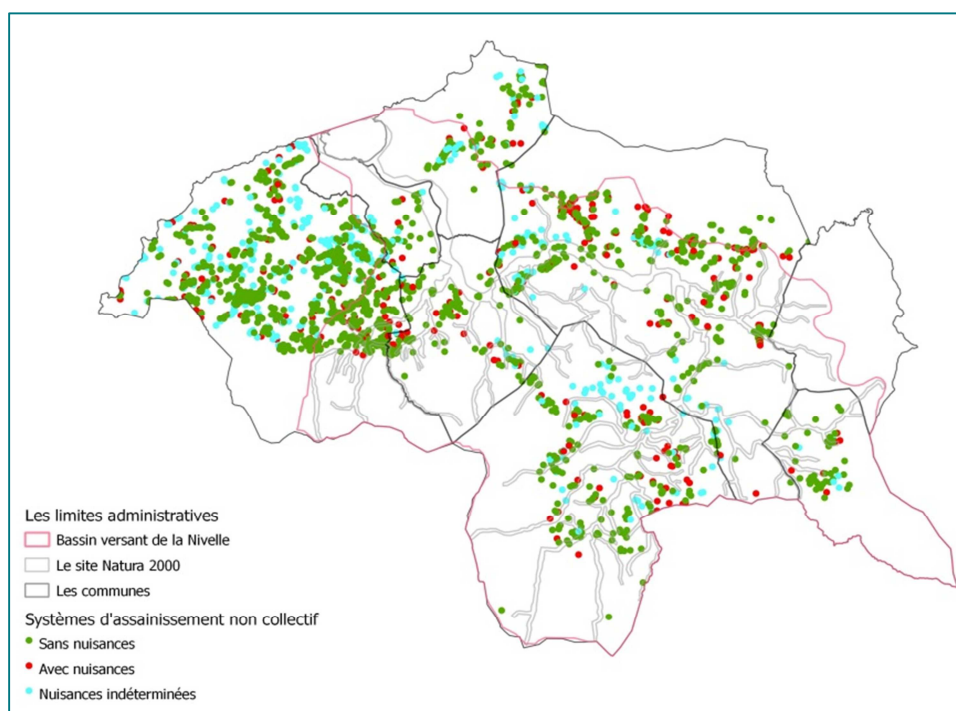


Figure 10 : Les points de pollution potentielle en cas de surverse en temps de pluie

Sept STEP sont présentes sur le bassin versant de la Nivelle, dont 5 qui rejettent les eaux traitées directement dans la Nivelle. Leur fonctionnement est à ce jour correct, l'eau rejetée respecte donc les normes fixées par les arrêtés. Néanmoins, ces normes pourraient évoluer au vu des évolutions climatiques prévues et en prenant éventuellement en compte d'autres paramètres. De plus, en cas de forte pluie, le réseau sature et comm de nombreux sites de surverse potentielle se trouvent au sein du site Natura 2000, des eaux non traitées se retrouvent dans les milieux naturels fréquentés par les espèces d'intérêt communautaire. De même, de nombreux assainissements non collectifs situés à proximité ou à l'intérieur du site entraînent des rejets d'eau insuffisamment traités.

De nombreuses sources de pollution peuvent donc être engendrées par cette activité sur le site, néanmoins, à ce jour, aucun gros problème n'a été décelé. Le SDAGE et le SAGE se sont fixés des objectifs d'amélioration des réseaux d'assainissement afin de limiter les phénomènes de pollution. Il est important de suivre l'évolution de ces dossiers et de s'assurer que les rejets n'impactent pas des espèces d'intérêt communautaire très sensibles comme la Mulette perlière ou l'Ecrevisse à pattes blanches.

Tableau 6 : Impacts de l'assainissement sur le site

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none"> Bonne qualité de l'eau sortant des STEP 	<ul style="list-style-type: none"> Risques de pollution (surverses d'eaux non traitées lors des épisodes pluvieux, rejets directs d'eaux souillées...) <p>=> Eutrophisation du milieu</p> <p>=> Augmentation de la quantité bactérienne</p> <p>=> Augmentation de la turbidité</p>

5. Eaux pluviales

L'eau pluviale correspond au nom donné à l'eau lorsqu'elle touche le sol, que ce dernier soit naturel ou artificiel (on parle soit d'eaux de ruissellement ou d'eaux de toiture). Toute cette eau peut être recueillie dans un réseau d'eau pluvial, quand il existe.

La gestion et le traitement des eaux pluviales sont généralement axés sur la prévention des risques hydrauliques contre les inondations et la maîtrise de la qualité de l'eau des milieux récepteurs.

5.1. Les gestionnaires

La gestion du pluvial est faite par différentes structures : les fossés, les buses et les avaloirs sont gérés par le gestionnaire de la voirie, les ruisseaux en partie busés par les communes ou les propriétaires fonciers et le réseau par l'Agglomération Sud Pays Basque ou par la commune de Souraïde.

Afin de gérer au mieux cette activité, l'Agglomération Sud Pays Basque réalise actuellement un schéma directeur des eaux pluviales.

5.2. Les infrastructures

Tout comme l'assainissement, l'eau pluviale dispose d'un réseau drainant toutes les eaux collectées. Celui-ci est, la plupart du temps, différent du réseau d'assainissement, on parle de réseau séparatif (143,2 km de réseau). L'eau recueillie est alors déversée dans les cours d'eau. A l'inverse, il existe également 50,1 km de réseau unitaire, c'est-à-dire que les eaux pluviales et usées sont réunies dans un seul réseau. Cette eau subit donc un traitement dans les stations d'épuration. En cas de forte pluie, les réseaux unitaires sont saturés entraînant leur rejet dans le milieu, sans traitement.

5.3. Les impacts

La gestion de l'eau pluviale peut entraîner un problème d'inondation causé par une saturation du réseau unitaire et un problème de pollution. L'eau, en ruisselant, se charge en matières parfois polluantes pouvant impacter les espèces ou les habitats d'intérêt communautaire. Sans le schéma directeur, il est difficile d'évaluer cet impact.

Tableau 7 : Les principaux éléments polluants contenus dans les eaux de ruissellement

Paramètres	Parking, ZAC, lotissement (kg/ha/an)	Zone urbaine, ZAC denses (kg/ha/an)	Charge moyennée sur le site (kg/j)
MES	660	1 000	9 096
DCO	630	820	7 945
DBO ₅	90	120	1 151
Hydrocarbures	15	25	219
Plomb	1	1,3	13

Tableau 8 : Impacts des eaux pluviales

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
	<ul style="list-style-type: none">• Contribue au phénomène de surverses• Pollution de l'eau de ruissellement <p>=> Augmentation de la quantité bactérienne</p> <p>=> Augmentation de la turbidité</p>

6. Tourisme

Ce territoire possède un important potentiel touristique basé sur de fortes identités tant naturelles que culturelles (traditions, gastronomie, musées...). Le territoire dispose d'atouts importants, à savoir la proximité de l'océan et de la montagne qui le rendent attractif. Le tourisme balnéaire entraîne une hausse de la fréquentation multipliant la population par 3 durant la saison estivale. Le tourisme vert, qui ne cesse de se développer, constitue une activité complémentaire intéressante d'avril à octobre.

Le tourisme est de type familial (personnes qui reviennent régulièrement sur le site) et est composé à 90 % de Français qui séjournent en famille.

6.1. Les infrastructures

Selon une étude de la CCI, 8 % des entreprises dépendent directement du tourisme. Les 413 établissements de restauration et d'hébergement permettent l'emploi de 1 216 personnes. Ces activités sont très importantes sur les communes littorales durant l'été.

Le profil des touristes explique la répartition des hébergements (Figure 11) : le non marchand est très important (Figure 12).

Il y a également de nombreux camping-caristes, 3 zones aménagées sont présentes sur le territoire (Saint-Jean-de-Luz, Saint-Pée-sur-Nivelle, Sare). Toutefois de nombreux camping-cars stationnent sur des emplacements non équipés et peuvent être source de pollution.

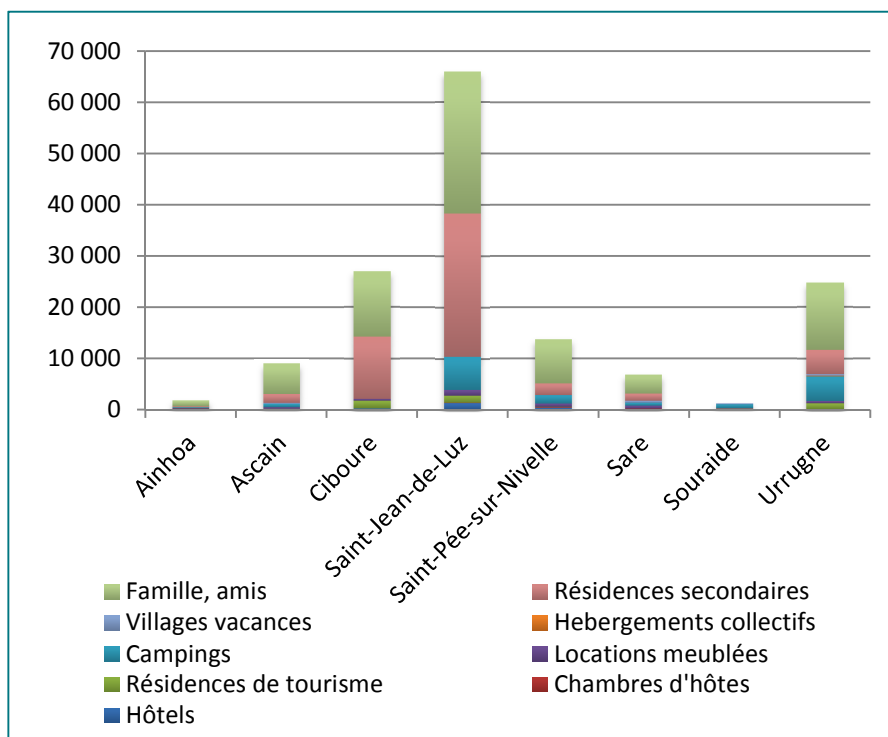


Figure 11 : Les offres d'hébergement sur le territoire

6.2. Les activités sur le site

► 6.2.1. Les activités culturelles

Les sites culturels attirent beaucoup : le petit train de la Rhune (300 000 personnes), les grottes de Sare (100 000 visiteurs), le parc animalier Etxola (20 000 personnes), (Figure 12). De plus, le territoire est animé tout au long de l'année par de nombreuses fêtes et manifestations (Herri Urrats, rallye du Labourd, Pastore Lore...).

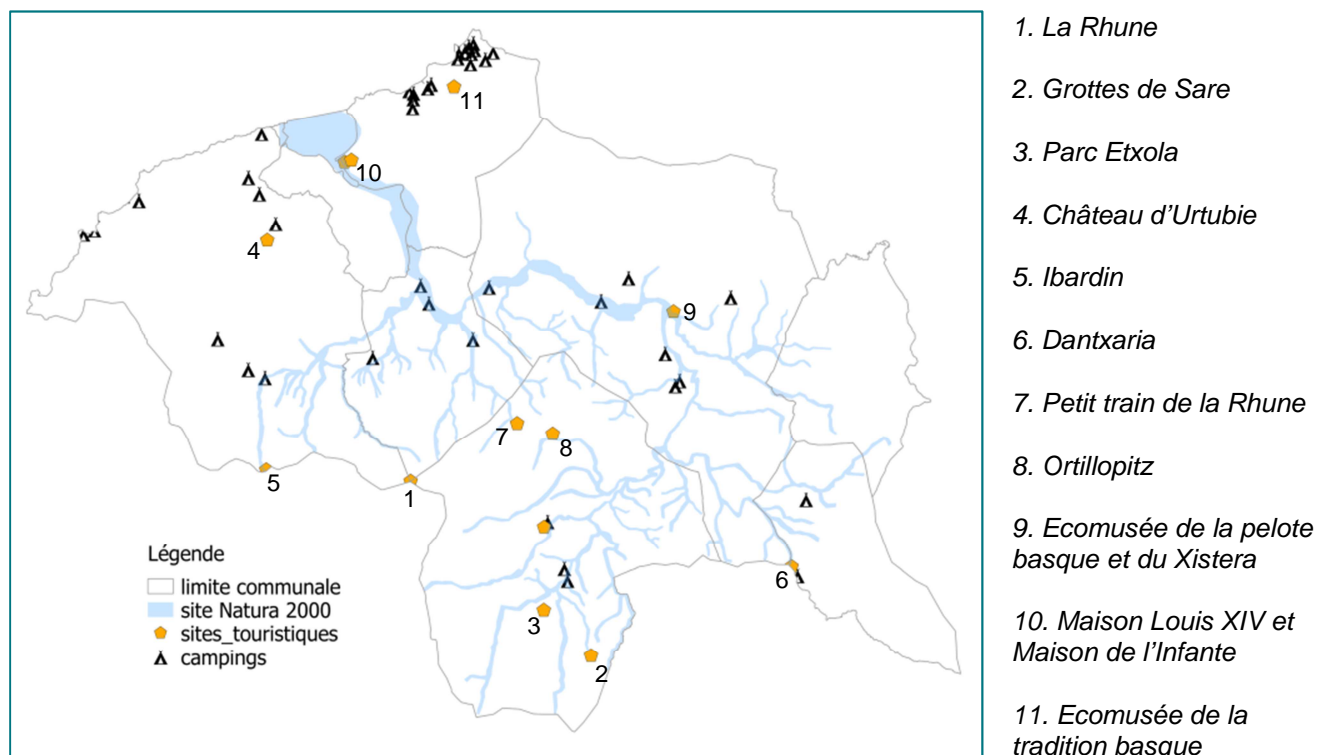


Figure 12 : Les activités culturelles

► 6.2.2. Les activités de découverte de la nature

De nombreuses randonnées accompagnées ou des animations pédagogiques sont réalisées régulièrement afin de faire découvrir aux résidents et touristes le patrimoine naturel du territoire.

► 6.2.3. Les activités sportives

En vacances, les loisirs de plein air prennent de plus en plus d'importance. Ce territoire comprend des activités nautiques (mis à part le canoé-kayak, elles sont localisées dans la baie de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure ou sur le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle) et terrestres (randonnées pédestres, vtt, équestre, quad). Ces loisirs sont très populaires et attirent énormément les touristes, d'où l'importance du nombre de structures associatives ou professionnelles (environ une cinquantaine).

L'activité phare sur le territoire est la baignade. Elle n'est autorisée que dans la baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure, sur les 4 zones de baignade, et dans le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle (Annexes 1 et 2). Les communes sont responsables de la gestion de ces sites : la surveillance par les maîtres-nageurs sauveteurs, l'entretien des plages et des infrastructures ainsi que l'ouverture ou non des zones de baignade. L'Agglomération Sud Pays Basque, ayant développé des outils de conseil et faisant des analyses rapides de l'eau, a un rôle de conseiller et de coordinateur auprès de ses communes.

Le tourisme est une activité économique importante sur le territoire. Elle permet de faire vivre de nombreuses structures (campings, hôtels, restaurants, professionnels des sports de plein air...). Cette forte fréquentation vient de la présence de 5 plages (4 littorales et 1 lacustre) sur le site, il est estimé qu'entre 3 600 et 13 950 personnes par jour les fréquentent durant l'été. Ce chiffre explique le fort enjeu baignade sur le site mais également l'absence d'habitat d'Intérêt Communautaire sur ces secteurs.

On observe peu à peu un engouement du public pour des vacances dans un cadre de vie proche de la nature qui réunit à la fois le calme, un environnement préservé, un cadre de vie typique où la pratique des activités de pleine nature est possible. Les touristes ne sont donc pas tous concentrés sur la baie de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure et sur Saint-Pée-sur-Nivelle. A ce jour, sur le reste du site Natura 2000, la fréquentation reste modérée n'entraînant pas, par conséquent, de gros problèmes de piétinement d'habitats d'IC ni de dérangement d'espèces, mais dans l'avenir, ces zones pourraient être davantage visitées.

Tableau 9 : Impacts du tourisme

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none"> ● Sensibilisation possible sur la fragilité des écosystèmes ● Veille écologique possible 	<ul style="list-style-type: none"> ● Dérangement de la faune ● Dégradation involontaire de la flore et des milieux (mouillage répétitif sur la baie, pollution liée aux déchets, cueillette ou arrachage des végétaux...)

7. Déchets aquatiques

L'Agglomération Sud Pays Basque a développé, depuis de nombreuses années, un réseau d'actions visant à limiter les macro-déchets sur le territoire. Les déchets aquatiques ont un impact non négligeable sur les milieux et la qualité de l'eau (en se dégradant, ils peuvent engendrer une pollution) et donne une mauvaise image du Pays Basque. Pour lutter contre ce type de pollution, différents types de ramassage sont organisés :

- Les **berges** : l'association d'insertion professionnelle ADELI ramasse les déchets pour le compte des collectivités
- En **rivière** : un barrage flottant, situé en amont du port de la Nivelle, récupère une partie des déchets venant de la terre. L'Agglomération Sud Pays Basque en a la gestion et ADELI assure l'entretien de l'installation ainsi que le ramassage de ces déchets.
- Au niveau de la **baie** de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure :
 - **Sur les plages** : les communes littorales, de manière individuelle, ont la compétence nettoyage des plages. Elles organisent, à des fréquences variables selon la période de l'année mais très intensivement durant la saison estivale, des ramassages mécaniques ou manuels.
 - **Dans la baie** de Saint-Jean-de-Luz / Ciboure : les deux communes disposent de filets flottants en face des plages pour délimiter les zones de baignade, mais également pour récupérer les macro-déchets. Ils sont contrôlés et entretenus régulièrement.
 - En **mer** : Le syndicat mixte Kosta Garbia, composé des communes du littoral, de l'Agglomération Côte Basque – Adour, de l'Agglomération Sud Pays basque et du Conseil Départemental, gère les déchets flottants sur une bande littorale (entre 300 m et 3 milles nautiques). Ce ramassage n'a pas lieu directement sur le site Natura 2000 mais il limite les entrées de macro-déchets de la mer dans la baie. Il est effectué par un bateau de pêche (Itsas Belarra) affrété spécialement pour cela de juin à août.

Les déchets organiques, lorsqu'ils ne sont pas valorisables, sont broyés ou brûlés et les déchets non organiques partent en centre de stockage.

Le traitement des déchets est assuré, sur ce territoire, par deux structures Bizi Garbia et Bil Ta Garbi. Chacune d'elles gère un centre de stockage de déchets ultimes qui se trouvent à l'extérieur du bassin versant de la Nivelle.

Tableau 10 : Impacts des déchets aquatiques

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none">● Ramassage en différents lieux du site● Ramassage régulier	<ul style="list-style-type: none">● Risque de mortalité des individus piégés dans des déchets● Risque sanitaire et de pollution

8. Seuils et barrages

Un seuil en rivière ou un barrage sont des ouvrages, fixes ou mobiles, qui barrent en partie ou en totalité le lit mineur du cours d'eau (partie dans laquelle l'intégralité de l'écoulement s'effectue), voire davantage. Un seuil est un ouvrage soit naturel soit artificiel, il permet d'alimenter un canal de dérivation, d'exploiter la force motrice de l'eau, de prélever de l'eau....

8.1. Les infrastructures

Sur ce site, se trouvent une vingtaine de seuils. On dénombre 9 moulins qui sont pour la plupart en non activité ou en activité réduite. (Figure 13). Deux piscicultures sont également présentes, une non active à ce jour et l'autre qui a un but pédagogique pour les travaux des élèves du Lycée de Saint-Pée-sur-Nivelle (production de truites, carpes koi et de poissons rouges – prélèvement de 100l/s sur la Nivelle).

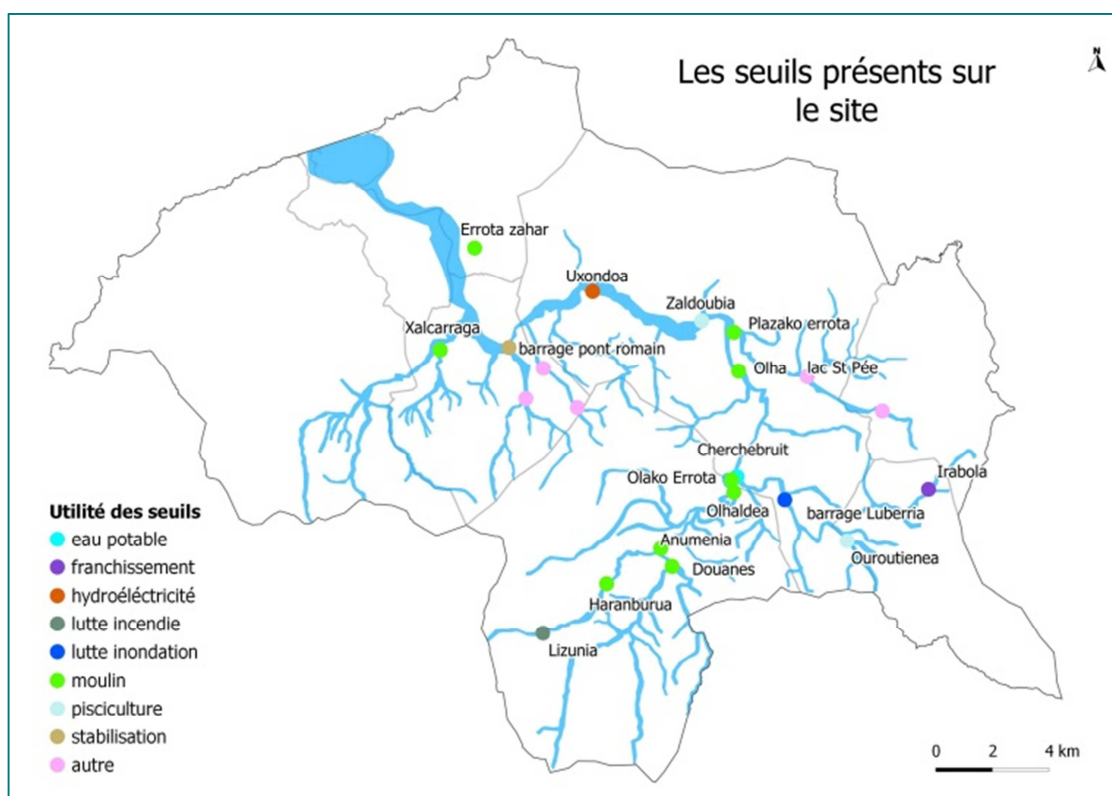


Figure 13 : Les seuils et barrages présents sur le site

8.2. La réglementation

La notion de continuité écologique est un des critères de qualité pour la classification de l'état écologique des cours d'eau. Elle consiste à assurer la libre circulation des organismes aquatiques et des sédiments. Un arrêté, fixant le classement des cours d'eau, contribue à la restauration de la continuité écologique.

Sur le territoire, quelques barrages sont considérés comme infranchissables (Figure 14). Le SAGE et l'ONEMA, s'intéressent à cette problématique.

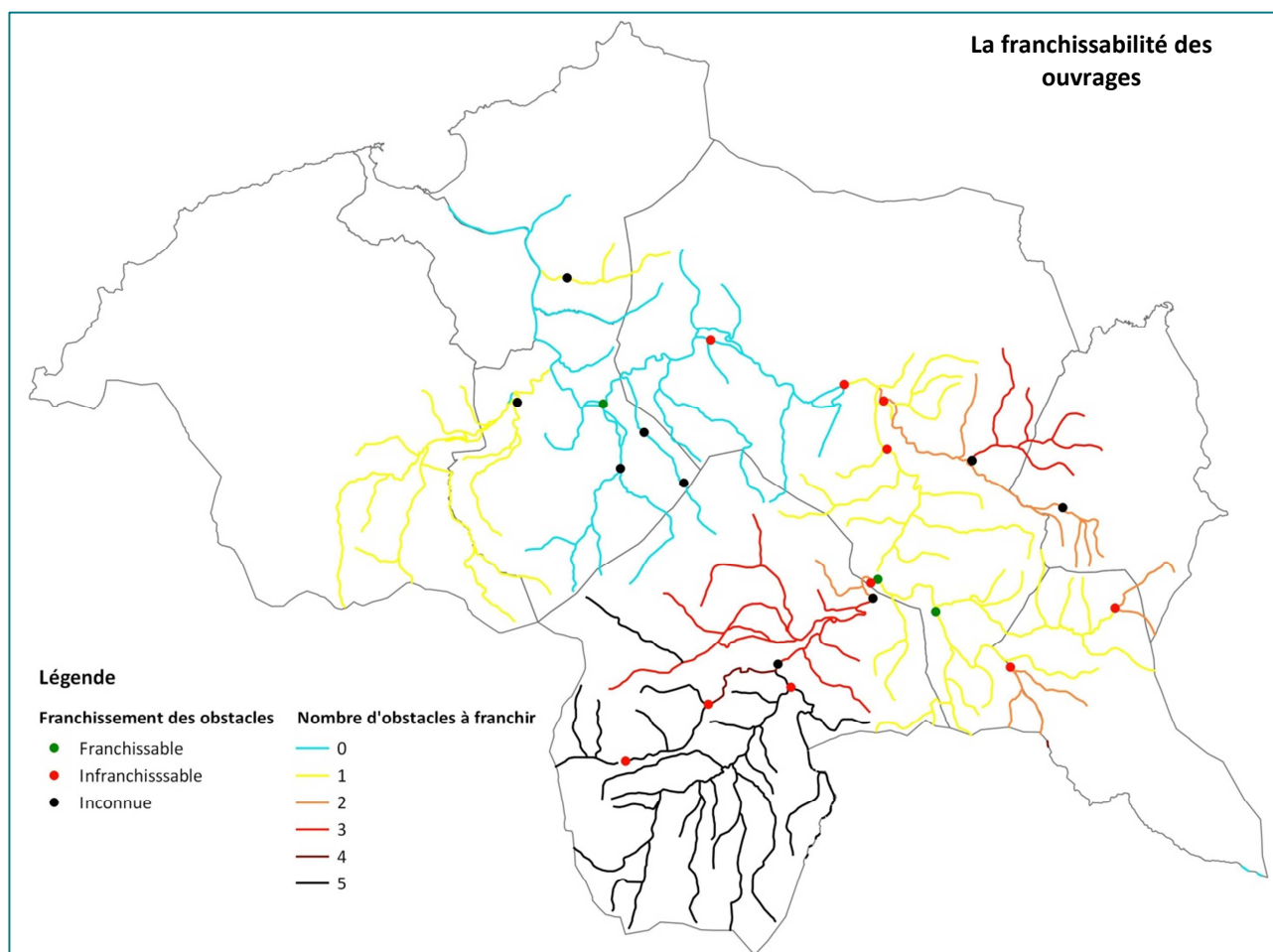


Figure 14 : La franchissabilité des ouvrages

L'article L214-17 du code de l'environnement a donné naissance à un nouveau classement des cours d'eau en 2014.

- La **Liste 1** a pour objectif de préserver des cours d'eau à caractère patrimonial sur lesquels il sera interdit de construire de nouveaux ouvrages faisant obstacle à la continuité écologique.
- La **liste 2** comprend des canaux et des rivières nécessitant une restauration des milieux en intervenant sur les ouvrages existants pour rétablir la continuité écologique dans les 5 ans.

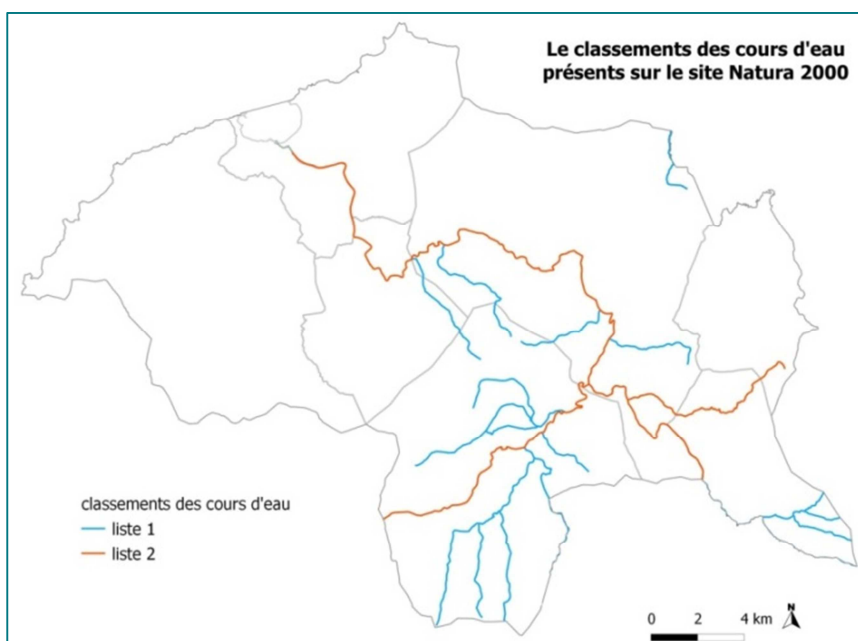


Figure 15 : Le classement des cours d'eau

Le site Natura 2000 comprend peu de barrages ou de seuils (le taux de barrages et seuils du cours d'eau est faible, il est évalué à 0.06 ouvrage au kilomètre). Néanmoins ils impactent, pour certains, les EIC en limitant leurs déplacements et en impactant leurs habitats d'espèce en empêchant le transfert de sédiments.

Parmi les barrages, celui d'Uxondoa, de Zaldubia et d'Ohla sont équipés d'une passe à poisson facilitant la remontée de certains poissons, néanmoins, des questions se posent sur leur franchissabilité pour les espèces ne sautant pas comme les Aloses. Trois autres barrages : Ouroutienea (Ainhoa), le seuil de la scierie Irabola (Saint Pée sur Nivelle – Amezpetu-) et les Douanes (Sare) ne sont pas franchissables, ils empêchent tous les poissons de remonter la Nivelle pour atteindre leur site de reproduction. Au niveau de la dévalaison, le barrage d'Uxondoa pose un problème, car en l'absence de grille à l'entrée du canal de dérivation, les poissons y pénètrent et meurent dans la turbine (hydroélectricité chez un particulier).

En ce qui concerne le transport de sédiment, les seuils et les barrages présents sur le site sont assez modestes à l'exception du barrage de Lurberria qui mesure 373 m. de long pour 22 m. de haut (sa retenue collinaire s'étend sur 12 ha). Des questions se posent sur le transfert des sédiments sur ce secteur et par conséquent de son impact sur la reproduction des poissons. Ce barrage impacte aussi le déplacement des mammifères semi-aquatiques tels que le Desman.

Tableau 11 : Impacts des seuils et barrages

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none"> ● Evite le transfert de la peste de l'écrevisse aux populations d'écrevisses à pattes blanches 	<ul style="list-style-type: none"> ● Modifie le fonctionnement hydrologique du cours d'eau ● Empêche la remontée ou la dévalaison des espèces migratrices ● Limite le déplacement des mammifères semi-aquatiques <p>=> Limite l'accès aux zones de frais</p> <p>=> Isolement génétique des populations</p>



Les activités professionnelles

1. Agriculture

Depuis quelques années, l'agriculture a fortement chuté. Sur les 8 communes, le nombre d'exploitations a été divisé par deux depuis 1988 laissant en 2010 uniquement 369 exploitations dont 218 sur le bassin versant de la Nivelle. Néanmoins la surface agricole utilisée (SAU) n'a diminué que de 750ha (soit 10%) et le cheptel de 2000 Unités Gros Bovin (18% de perte) expliquant l'augmentation de la superficie des exploitations (qui reste cependant très faible : 84% des exploitations font moins de 50ha). Ce territoire se caractérise par l'importance d'agriculteurs double actifs et de retraités et par la disparité de l'agriculture sur le territoire (la part de la SAU des communes littorales est faible – inférieure à 20% - alors que celle située en montagne est plus importante) (Figure 16).



Figure 16 : Part de la Surface Agricole Utile par commune

1.1. Une agriculture traditionnelle orientée vers la production animale

La majorité des exploitations sont en production d'ovins (Lacaune, Manex) : 28 467 têtes ont été recensées en 2010 (recensement agricole) dont 18 % sont des ovins viande. Il y a également 5 365 vaches, 177 porcins et 1 469 volailles. Ces productions sont majoritairement gérées de façon extensive (12 975 UGB pour une SAU de 6 988ha).

La grande majorité de la SAU sert à l'alimentation du bétail : environ 10% sont utilisés pour la production de céréales (maïs) et le reste en prairies (forte prédominance des superficies toujours en herbe, environ 56%) servant au pâturage ou à la production de fourrages. Aux abords du site Natura 2000, 90% de la surface sont en prairie (Figure 17).

50% de la SAU est amendée par des effluents (85% des exploitations ont du fumier, 55% ont du lisier ou du purin) : 60% des parcelles en maïs reçoivent des effluents tous les ans, le restant étant amendé moins souvent, et la majorité des prairies est potentiellement épandue tous les 2 à 4 ans. Les 50% restants sont soit amendés à l'aide d'engrais chimiques, soit non amendés (principalement le cas pour les estives) (Figure 18).

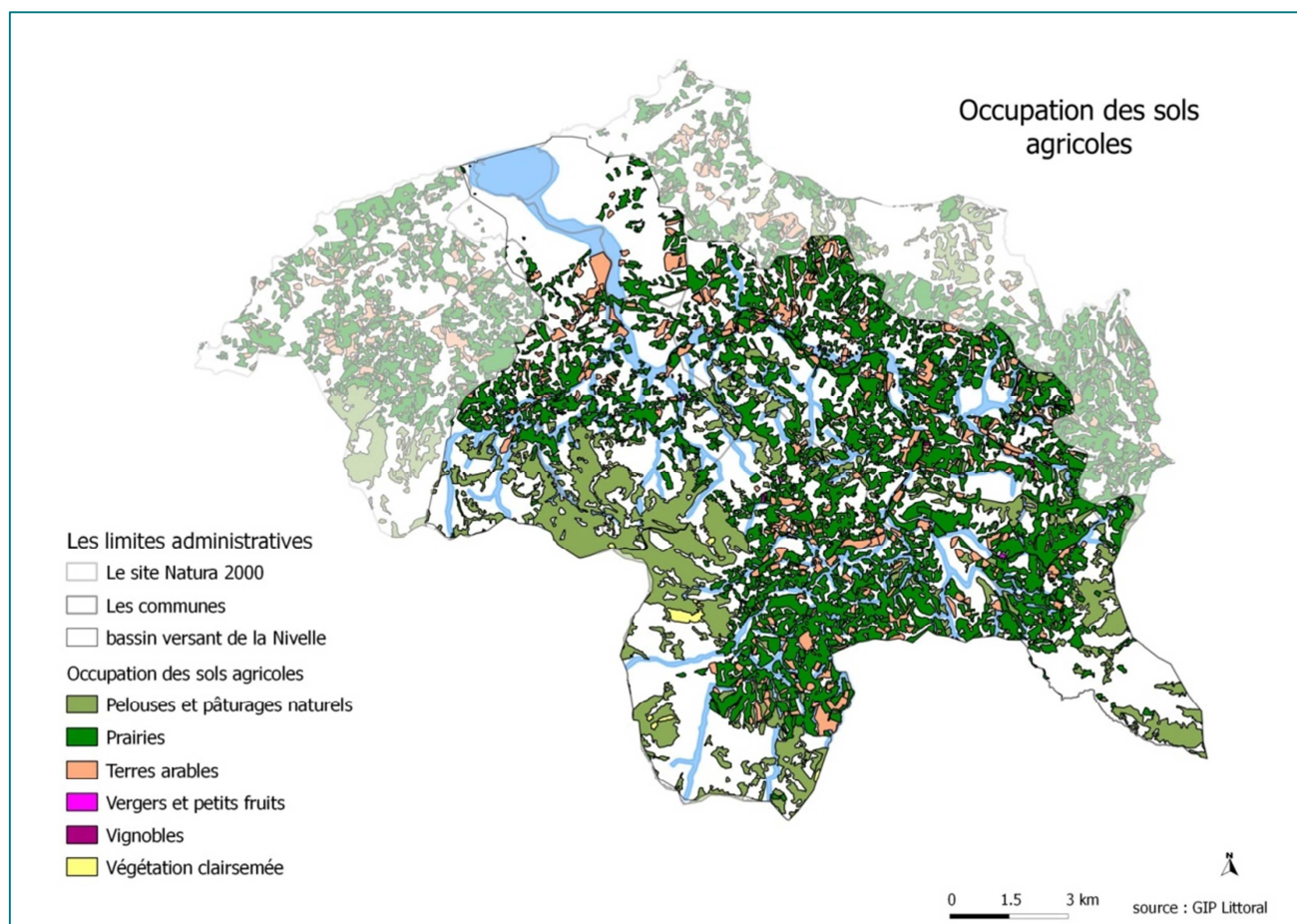


Figure 17 : Occupation des sols agricoles (source : GIP Littoral)

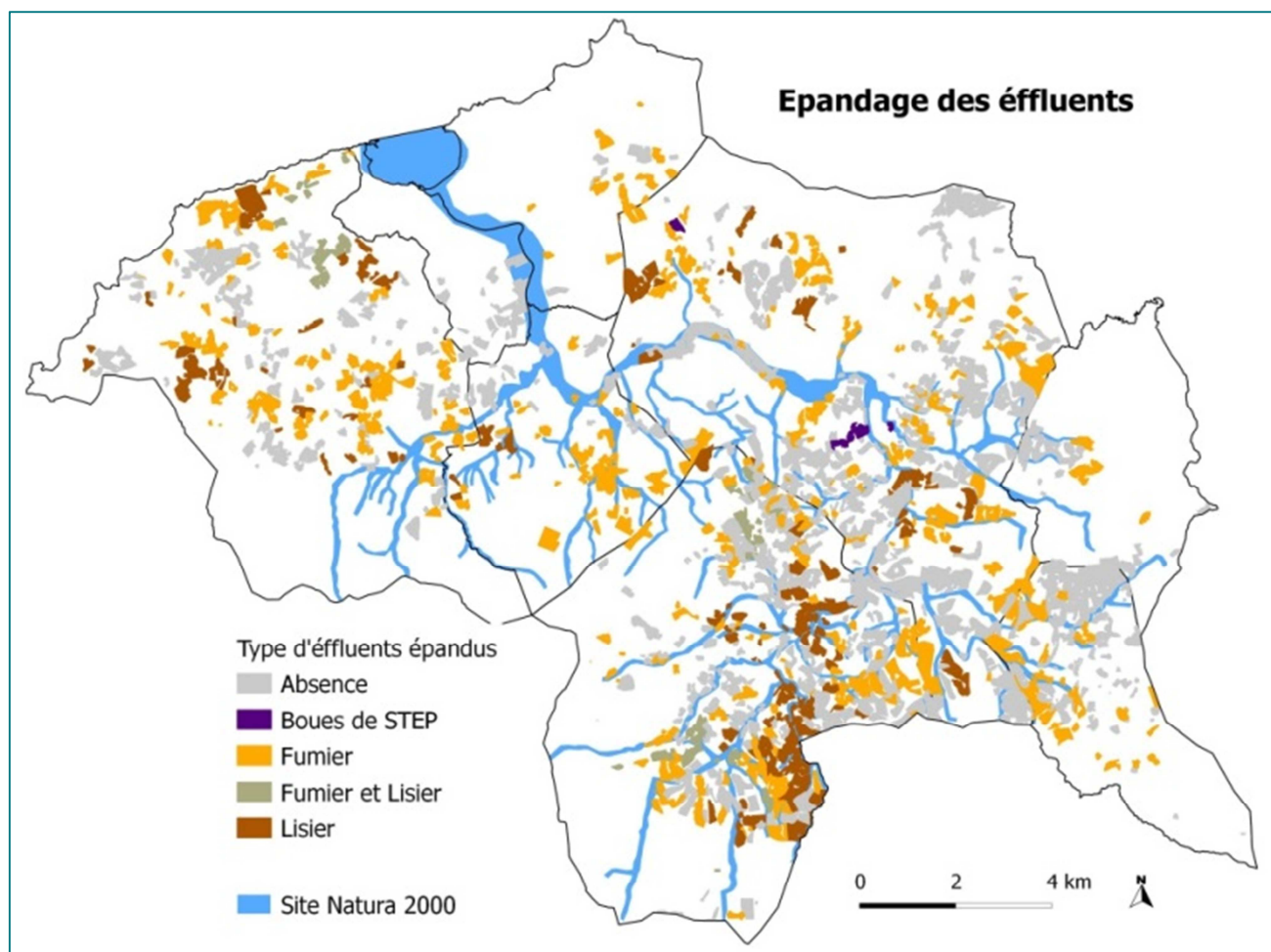


Figure 18 : Epandage des effluents

1.2. La réglementation

Cette activité est encadrée par la Politique Agricole Commune (PAC) qui s'intéresse au respect de l'environnement et du développement rural. Les agriculteurs se doivent, entre autre, de respecter les Bonnes Conditions Agricoles et Environnementales (BCAE) qui ont pour objectif la mise en place d'une agriculture plus durable. Elles comprennent 7 obligations dont la mise en place de bandes tampon le long des cours d'eau, la diversité des assolements, la gestion des surfaces en herbe...

Les exploitations présentes sur le territoire utilisent très peu le cours d'eau : aucun agriculteur n'irrigue vu l'importance de la pluviométrie au Pays Basque, et seulement une vingtaine de points d'abreuvement direct dans la Nivelle sont présents (Figure 19).

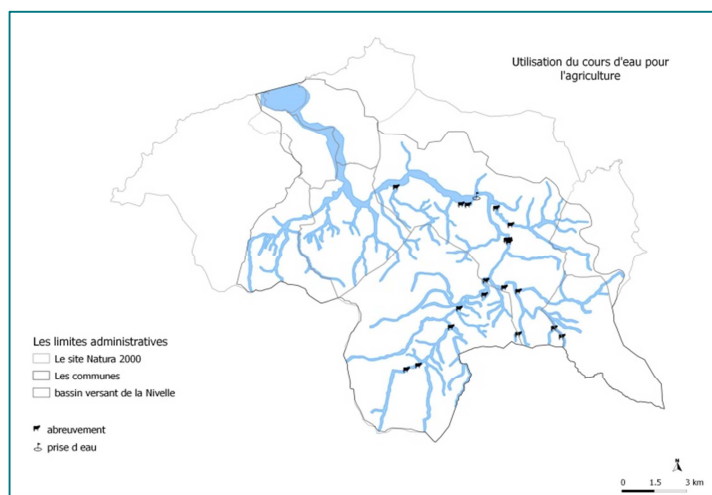


Figure 19 : Utilisation du cours d'eau pour l'agriculture

1.3. Les impacts

Les exploitations en élevage, au nombre de 346 en 2010, peuvent être à l'origine de pollution, (bactérienne entre autre), à cause du stockage et des pratiques parcellaires.

D'après un diagnostic mené en 2011 par la chambre d'agriculture, 40% de ces exploitations ont plus de 10 UGB et représentent plus de 75% de la quantité d'azote produite sur le territoire. Le chargement moyen de ces exploitations est de 81 kg d'azote/ha/an et le chargement nitrate est de 117 kg d'azote/ha/an, ce qui montre que globalement la quantité d'azote produite est correcte. Néanmoins, 26% de ces exploitations ont un chargement nitrate supérieur à 170 kg d'azote/ha/an, entraînant des risques accrus de pollution azotée sur le milieu (Figure 20).

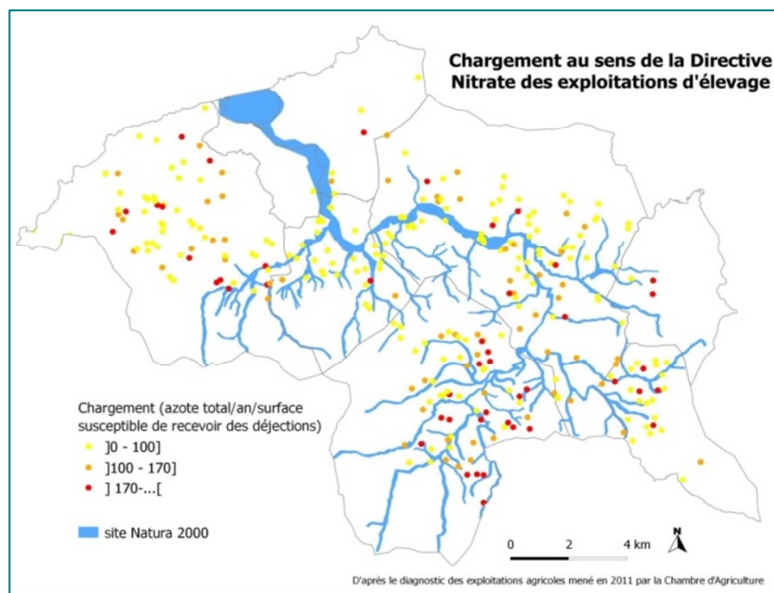


Figure 20 : Chargement en nitrates des exploitations d'élevage

De plus, le risque de pollution lié au stockage des effluents est important sur ce territoire ; il est estimé que 42% des exploitations ne possèdent pas d'ouvrage de stockage ou ont un ouvrage inadapté ou en mauvais état. La perte d'azote lors du stockage ou suite à un épandage inadapté (quantité trop importante, mauvaise période) est une source très importante de pollution sur le cours d'eau et ses milieux (Figure 21 et 22).

La part de la SAU en herbe est très importante. Ces parcelles, faiblement travaillées et amendées, peuvent être fréquentées par les Espèces d'Intérêt Communautaire (cuivré des marais, vison...) à condition que la gestion de ces lieux soit adaptée à ces espèces (mise en place de fauche tardive, limitation des engrais...). De plus, une grande partie des prairies présente des haies, des bandes enherbées, des fossés qui sont des éléments indispensables au développement des EIC (constitution de petits habitats, zone de reproduction, d'alimentation ou de repos pour certaines espèces, corridor écologique, épuration des sols en fixant quelques particules...).

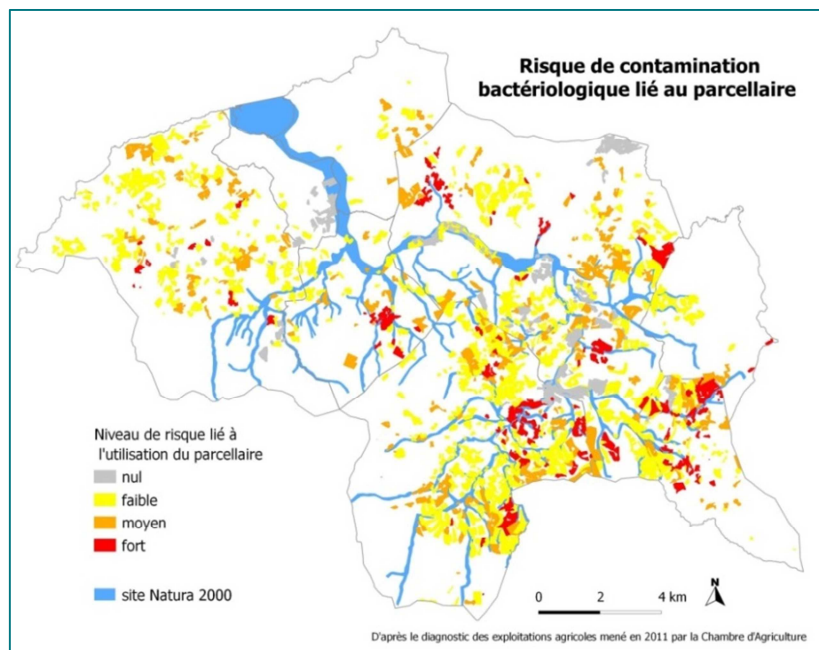


Figure 21 : Risque de contamination bactériologique

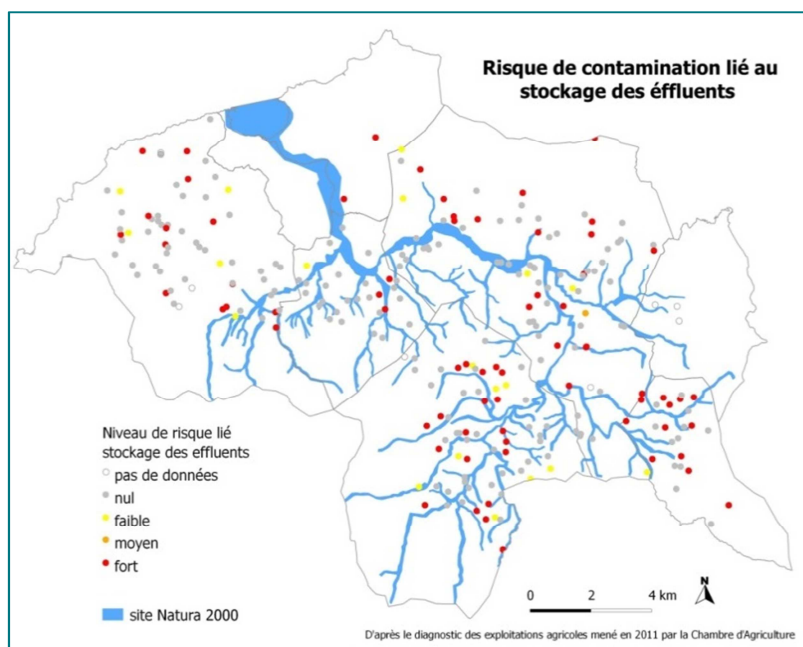


Figure 22 : Risque de contamination lié aux effluents

L'agriculture est une activité importante, elle fait vivre 400 personnes sur le territoire, une grande partie d'entre eux exercent la vente directe afin de maintenir un lien avec les habitants et de valoriser davantage leurs produits.

Cette activité a l'avantage de maintenir des milieux ouverts qui sont favorables aux EIC du site constituant des lieux privilégiés pour leur repos, alimentation et reproduction. Sur le territoire, environ 90% de la SAU correspond à de la prairie, elle sert au pâturage et à la production de fourrage pour les troupeaux.

Néanmoins, les points d'abreuvement, les sites de stockage non adaptés, et les chargements de nitrate trop important sur les exploitations entraînent des risques bactériologiques, azotés, de turbidité pour le site Natura 2000 et d'écrasements des individus qui peuvent impacter les EIC telles que la moule perlière, l'écrevisse à pattes blanches et les poissons. Avec la conjoncture actuelle et la forte pression, cette activité tend à diminuer sur le territoire urbain au détriment de l'urbanisation, sur les communes du littoral, elle a déjà quasi-disparu.

Tableau 12 : Impacts de l'agriculture

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none"> ● Prédominance de prairie dans l'assolement ● Maintien de haies, de bandes enherbées... ● Zone tampon entre les milieux naturels et l'urbanisation <p>=> Maintien de zones favorables pour les espèces d'intérêt communautaire du site</p>	<ul style="list-style-type: none"> ● La conduite des parcelles n'est pas toujours adaptée aux EIC du site ● 20 points d'abreuvement du bétail dans le cours d'eau ce qui favorise l'érosion, augmente la turbidité et peut entraîner le piétinement d'espèces d'intérêt communautaire (zone de frai, moule perlière, écrevisse à pattes blanches) ● Risque accru de pollution azotée et bactériologique lors d'un mauvais stockage ou lors d'apport inadapté d'effluents à proximité du site Natura 2000

2. Foresterie

La foresterie comprend dans notre cas la gestion des massifs forestiers et de la ripisylve présente à proximité du site Natura 2000. La ripisylve (en latin « ripa » : rive et « Sylva » : forêt) correspond aux formations végétales (ensemble de strates) qui se développent sur les bords des cours d'eau (elle occupe naturellement le lit majeur de la rivière). En temps normal, cette végétation se trouve en dehors du cours d'eau mais en cas de crue, elle peut être emportée, déchaussée ou ensevelie. La ripisylve est composée d'une végétation particulière qui a une grande capacité de régénération : aulne glutineux, frêne, peuplier, saule...

2.1. Les gestionnaires

Sur la superficie des communes, la forêt occupe 29% du territoire (Figure 23), soit 6 958ha. 49% sont des forêts publiques, le reste est privé. Même si 92% des forêts sont des feuillus (dominance de chêne pédonculé et de hêtre), elles sont diversifiées au niveau des essences.

La gouvernance est partagée entre l'ONF et les particuliers. L'ONF intervient principalement pour les gros massifs présents sur l'amont du cours d'eau, on parle des forêts relevant du régime forestier. Les particuliers gèrent leurs parcelles privées. Cependant, par manque de réelles actions de certains privés, l'Agglomération Sud Pays Basque mène des actions de restauration de la ripisylve.

Les gros massifs concernent très peu le site Natura 2000, on va donc principalement s'intéresser à la ripisylve.

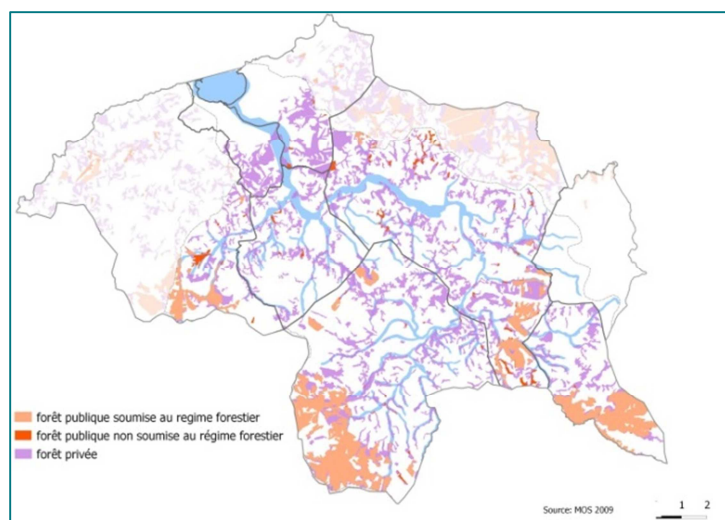


Figure 23 : Régime forestier sur le site

2.2. Etat de la ripisylve

Sa qualité le long de la Nivelle est variable, elle se dégrade en se rapprochant de la baie (Plan de gestion de la ripisylve - volet plantation, ATEA, 2010). Selon son état, trois secteurs distincts ont été identifiés :

- **Zone amont** : elle prend la forme de haie large ou de boisement constitué majoritairement de chênes pédonculés et d'essences typiques de ce milieu.
- **Zone intermédiaire** : elle se dégrade en s'affinant, en vieillissant et en se simplifiant. La présence de quelques espèces envahissantes est avérée.
- **Zone aval** : elle est très peu présente (composée majoritairement d'espèces envahissantes), voire inexistante à certains endroits.

2.3. La réglementation

Selon l'article L 215-14 du code de l'environnement « [...] le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. [...] ». Tout propriétaire doit donc gérer la ripisylve. Sur ce territoire, elle est majoritairement privée avec plus de 50% qui appartiennent à des agriculteurs. Quelques propriétaires les entretiennent en réalisant des coupes pour produire du bois de chauffage, mais ils sont peu nombreux entraînant par conséquent la dégradation des berges.

2.4. La gestion de la ripisylve

En 2010, après avoir diagnostiqué que seule la moitié de la ripisylve était dans un état convenable, un « plan de gestion de la ripisylve » a été rédigé par l'Agglomération Sud Pays Basque afin de mettre en place un programme de restauration des berges, de retrouver une bande végétalisée continue le long du cours d'eau, et d'un programme de lutte des espèces invasives.

Concrètement depuis 2005, à travers ces programmes de restauration, l'association ADELI, qui travaille pour l'Agglomération Sud Pays Basque, réalise les actions suivantes :

- **Nettoyage des berges** : ramassage des déchets situés sur les berges
- **Plantation** : Actuellement 4 secteurs, soit 2,5km sur la commune de Saint Pée sur Nivelle, ont été replantés.
- **Interventions contre les plantes envahissantes** : l'Agglomération Sud Pays Basque a décidé de travailler sur deux espèces : l'Erable négundo et le Baccharis.

- Le *Baccharis* : présent sur les barthes de la Nivelle, il colonise des HIC et impacte des EIC telle que l'Angélique des estuaires. L'Agglomération Sud Pays Basque intervient depuis 2012 sur les barthes.

- L'*Erable négundo*, environ 50% de la Nivelle est envahie par cette espèce. L'Agglomération Sud Pays Basque a fait le choix d'intervenir du pont romain d'Ascain aux installations de l'INRA, 1,46 ha ont été travaillés durant les mois d'octobre et novembre.

- **Restauration végétale** : ADELI entretient les arbres présents en réalisant des élagages ou des abatages. Il effectue également la gestion des embâcles, en cas de nécessité.

La ripisylve est très importante pour un cours d'eau, elle joue un rôle dans la qualité de l'eau, dans la qualité des berges..., mais également pour la biodiversité en constituant des zones de déplacement, des zones de reproduction pour le vison, des zones privilégiée pour les poissons... Sur le site la ripisylve est majoritairement en mauvais état car elle est soit dépourvue de végétation soit constituée de plantes envahissantes ou d'espèces vieillissantes. Cette végétation ne joue donc pas en totalité son rôle.

Tableau 13 : Impacts de la foresterie

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none">● Absorption de l'eau● Effet d'ombrage● Zone de refuge et de corridor...	<ul style="list-style-type: none">● Zone dépourvue de ripisylve● Manque de diversité

3. Pêche professionnelle

Les navires des pêcheurs présents sur le site Natura 2000 font partis du quartier maritime de Bayonne qui comprend 175 km de côte et quatre ports présentant une activité de pêche professionnelle : Capbreton (Landes), Bayonne, Saint-Jean-de-Luz / Ciboure et Hendaye. En 2011, 142 bateaux et 786 marins embarqués ont été recensés sur ce quartier maritime.

Au sein de ce quartier maritime, le monde de la pêche est organisé autour d'un comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins 64-40 (CIDPMEM), organisations des producteurs, coopératives, criée, syndicats des pêcheurs....

Depuis 2009, le CIDPMEM 64-40 est la structure animatrice de l'axe 4 du Fonds Européen pour la Pêche qui vise à soutenir le développement durable des territoires dépendants de la pêche.

3.1. Les différentes pêches

La pêche professionnelle est autorisée sur le site de la baie jusqu'au pont d'Ascain. Différentes pêches ont lieu sur cette partie du site Natura 2000 :

- La **pêche aux filets** : sur le site, cette activité est présente uniquement sur la baie et ne concerne principalement qu'un pêcheur. Il fréquente cette zone environ 150j à l'année pour capturer essentiellement des dorades et des rougets. Il pêche également, en plus faible quantité, des rascasses, des soles, des seiches, des saumons et des lamproies.
- La **pêche au casier à crevettes** : un seul pêcheur est présent à l'année dans la baie, il jette en moyenne 40 casiers par jour.
- La **pêche à la bolinche** : elle concerne 3 navires qui fréquentent une partie bien spécifique du site durant l'été (période propice à la pêche au thon) où ils capturent et/ou stockent leurs appâts vivants.
- La **pêche aux algues** : elle consiste à ramasser les algues rouges (*Gelium sesquipedale*) déjà détachées. C'est une activité d'appoint, elle a lieu de la mi-septembre à la mi-février et concernait, en 2012, 6 pêcheurs. La baie, avec 85% des algues ramassées, est un site très important pour cette activité.
- La **pêche à la civelle** : elle a lieu du port jusqu'au pont d'Ascain du mois de novembre à mi-décembre.

Tableau 14 : Période de pêche

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Pêche aux filets												
Pêche au casier à crevettes												
pêche à la bolinche												
Pêche aux algues												
Pêche à la civelle												

3.2. La réglementation

La pêche est soumise à l'échelle européenne à la Politique Commune de la Pêche qui définit une série de règles destinée à gérer la flotte de pêche européenne et à préserver les stocks de poissons. Elle vise à garantir la durabilité de la pêche et de l'aquaculture sur le plan environnemental, économique et social, et à offrir aux citoyens de l'UE une source de produits alimentaires sains. La gestion des stocks nationaux, les autorisations de pêche, et la répartition des quotas nationaux sont faites à l'échelle de la France. Aux niveaux régional et départemental, il y a les comités des pêches maritimes et des élevages marins (dans notre cas le CRPME et le CIDMEME 64-40) qui ont la possibilité de mettre en place d'autres réglementations tel que l'arrêté n°2006/38 du 26/06/2006 qui interdit le mouillage des filets dans une zone située à moins de 300 mètres du littoral. Le Comité de gestion des poissons migrateurs Adour et cours d'eau côtiers (COGEPOMI) peut également proposer des mesures particulières sur les poissons migrateurs.

La pêche professionnelle est une activité importante pour le territoire car elle permet l'emploi de 786 marins et de multiples personnes dépendant de cette activité (personnes travaillant au port).

Cette activité est présente sur 10% du territoire (zone de pêche professionnelle autorisée). Tous les pêcheurs (même ceux ne fréquentant pas le port mais venant exclusivement pour déposer le poisson à la criée) fréquentent la zone lors du débarquement du poisson, du départ et de l'arrivée de pêche ou pour amarrer les bateaux mais seuls 5 d'entre eux, en enlevant le ramassage des algues et la pêche à la civelle, utilisent réellement le site pour pêcher. Leur activité se concentre principalement de juin à octobre ce qui correspond à la période de montaison des saumons, à la fin de celles des aloses et des lamproies. Ne connaissant pas les prélèvements de ces espèces dans la baie, des questions peuvent donc se poser sur l'impact de cette activité sur ces espèces. Sur les habitats de la baie, cette activité peut avoir des impacts à cause des filets ou du mouillage.

Tableau 15 : Impacts de la pêche professionnelle

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none">● Relativement peu présente sur le site● Veille écologique● Engendre des études de suivi de certaines populations de poissons	<ul style="list-style-type: none">● Déplacement à l'intérieur du site● Pollution des eaux par hydrocarbures, substances toxiques à l'intérieur du port (impact faible)● Pollution liée à l'activité de pêche (perte de filet...) (impact faible)● Pêche d'espèces migratrices

4. Ports et dragages

4.1. Le port professionnel

La pêche professionnelle est présente et facilitée par l'emplacement du port de commerce. Il est la propriété du Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques. Il a confié en 2006 sa gestion à la Chambre de Commerce et de l'Industrie (CCI).

Le port se divise en 4 zones dont deux sont localisées sur le site Natura 2000 :

- La **zone de Socoa** : elle comprend une partie de terre-plein où sont situés le chantier naval et des bâtiments servant à des structures hors pêche professionnelle, une cale de mise à l'eau et un chemin de roulement.
- La **zone de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure** : représentant le cœur de l'activité, elle comprend deux zones :

- Une **zone maritime** avec environ une soixantaine d'emplacements de bateaux : 38 bateaux permanents de pêche professionnelle et 7 temporaires. La flottille se caractérise par des bateaux de faible taille (75% font moins de 12 mètres) avec peu de personnes à bord (moins de 3 par équipe). Les navires, sont pour la plupart, polyvalents par leurs métiers (leur activité est variable en fonction des saisons et des espèces ciblées).

- De **multiples structures** sur la partie terrestre dont la criée.

La halle à marée (la criée), confiée à l'Association de la Gestion de la Crie pour le fonctionnement et l'entretien des infrastructures, est l'une des entreprises les plus importantes du site.

En 2012, 6 443 tonnes de poissons ont été vendus à un prix moyen de 2,84€/kg. La criée négocie environ 90 espèces différentes néanmoins, une dizaine représente près de 50% du poids vendus ou du chiffre d'affaire.



Figure 24 : Localisation des zones du port de commerce

Tableau 16 : Espèces vendues à la criée (Criée de Saint-Jean-de-Luz, 2012)

ESPECES	POIDS		VALEUR	
Germon	989 t	15 %	2 474 018 €	13,5 %
Calamar	332 t	5 %	1 910 089 €	10,5 %
Sole	117 t	2 %	1 471 342 €	8,0 %
Merlu	324 t	5 %	1 422 919 €	7,8 %
Maquereau	835 t	13 %	1 039 255 €	5,7 %
Thon rouge	110 t	2 %	1 005 336 €	5,5 %

4.2. Le port de plaisance

Le port de plaisance de Saint-Jean-de-Luz /Ciboure est présent en totalité sur le site Natura 2000. La partie déclarée en tant que port de plaisance (zone de Socoa, Larraldenia) est propriété du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques. Le reste, considéré comme des zones de mouillages légers, appartient à l'Etat qui a délivré des autorisations de mouillage. Toutes ces zones sont gérées par le Syndicat intercommunal de la Baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure avec l'emploi de 4 personnes.

- **Zone de la Nivelle** (460 emplacements) : les bateaux sont principalement des vedettes à moteur de petite dimension appartenant à des pêcheurs amateurs qui partent régulièrement en mer pour la journée,
- **Zone de Larraldenia** (81 places) : elle permet d'accueillir des bateaux de plus grande taille (supérieur à 15m) qui sont utilisés pour la plaisance,

- **Mouillage de la baie** : d'avril à septembre, 15 bouées sont installées. Cette zone est principalement fréquentée par des plaisanciers qui se promènent sur la côte,
- **Port de Socoa** (150 bateaux) : tout comme la zone de la Nivelle, cette zone est fréquentée par des pêcheurs qui partent la journée dans des petits bateaux (moins de 6m).



Figure 25 : Localisation des zones du port de plaisance

4.3. Le dragage

Le dragage est une opération qui consiste à extraire des matériaux du fond de l'eau. Les produits prélevés sont soit stockés sur terre soit rejetés en mer (on parle de clapage).

La configuration géomorphologique du site (embouchure aménagée) favorise l'apport et le dépôt (l'accumulation) des particules sédimentaires (telluriques ou marines) : il s'agit en quelque sorte d'un piège à sédiments. Ces apports réguliers et conséquents nécessitent un entretien périodique des fonds portuaires. En 2002, suite à plusieurs échouages, des pêcheurs ont fait la demande de draguer le port. Actuellement, il s'agit d'extraire de 10 à 20 000 m³ annuellement pour atteindre les côtes de navigation fixées (de – 3 m CM sur le port de pêche à + 2 m CM sur le port de Socoa) (Schéma environnemental des ports départementaux de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure et d'Hendaye, SCE Creocan, 2013).

Les sédiments sont ensuite immergés dans une zone autorisée à l'extérieur de la baie. Environ 1 000 m³ de sables grossiers (provenant du chenal d'accès) sont également déposés devant les plages pour pallier à leur érosion lors de chaque campagne.

Tableau 17 : Volume dragué dans les différentes zones

LOCALISATION	VOLUME (m ³)
Port de pêche (Secteur 1)	10 000
Chenal d'accès (Secteur 2)	Sédiments fins : 1 000
Port de Larraldenia (Secteur 3)	3 000
Port de Socoa (Secteur 4)	1 000
Chenal d'accès (Secteur 2)	Sables grossiers : 1 000



Figure 26 : Les zones de dragage
(Source : Dossier de déclaration au titre du Code de l'Environnement pour les dragages d'entretien du port de Saint-Jean-de-Luz Ciboure – Avril 2011)

4.4. La réglementation

Au niveau national, plusieurs textes couvrent les opérations de dragage et le devenir des sédiments :

- Les **articles L. 214-1 à 6 du Code de l'environnement** soumettent les opérations de dragage à déclaration ou autorisation par le préfet. Le régime est défini en fonction des volumes à extraire (et donc à immerger) et de la qualité des matériaux. En l'occurrence, sur le territoire, les volumes sont faibles (inférieurs à 50 000 m³ annuels) et la qualité des sédiments compatibles : un dossier de déclaration est suffisant.
- L'**arrêté du 23 décembre 2009** établit des seuils N1 et N2 pour le TBT (tributylétain) à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins.

Les ports font partie de l'histoire du territoire, ils ont également un impact économique important pour le territoire.

Une étude de l'Ifremer « Dragage et environnement marin, Etat des connaissances » à mis en évidence « les impacts des opérations de dragage et d'immersion des boues de dragages sur l'environnement côtier. Elle précise que les impacts sont spécifiques du site où se déroulent ces opérations. [...]À l'exception du cas spécifique des sédiments contaminés, les impacts des opérations de dragage sont associés principalement à des effets physiques persistants et parfois irréversibles : destruction des habitats, enfouissement de la flore et de la faune ».

Les études réalisées au préalable des dragages ont mis en évidence l'absence de contaminant dans les sédiments et d'habitats d'intérêt communautaire sur les secteurs dragués.

Tableau 18 : Impacts des ports et dragages

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none">● Peu fréquent sur le site● Engendre des études de la qualité des sédiments	<ul style="list-style-type: none">● Pollution des eaux par hydrocarbures, substances toxiques à l'intérieur du port● Destruction d'habitat et enfouissement de la flore et de la faune

5. Autres activités

5.1. Les autres activités pouvant impacter le site Natura 2000

► 5.1.1. Les activités industrielles

Elles sont accompagnées par la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Bayonne afin de développer l'économie du Pays Basque. Sur ce territoire, le nombre d'industries représente 6,7% de l'ensemble des établissements, ce qui est comparable au chiffre du Pays Basque (donnée CCI, 2013). Les plus présentes sont celles classées dans la fabrication de produits industriels (métallurgie, fabrication de plastique, travail du bois, fabrication de textile...) et la fabrication de denrées alimentaires (Figure 27).

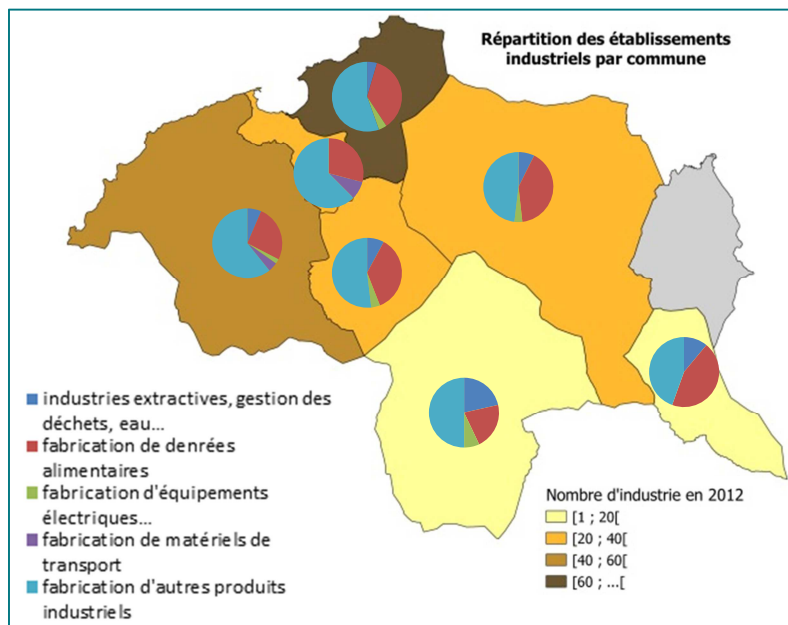


Figure 27 : Répartition des établissements industriels par commune

► 5.1.2. Les activités artisanales

Fortement présentes sur le territoire (20% du nombre d'établissements du Pays Basque), elles sont soutenues par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Associées jusqu'en milieu d'année 2014 avec l'Agence de l'Eau, elles contribuaient financièrement à limiter l'impact sur l'environnement de quelques métiers considérés comme potentiellement polluants : métiers de la bouche, de la carrosserie et de la mécanique, de l'imprimerie et de la sérigraphie, de la peinture et du revêtement et du pressing. Ces activités peuvent être source de pollution en rejetant dans les milieux des graisses, des hydrocarbures, des solvants, des aérosols....

Tableau 20 : Structures considérées comme polluantes

Communes	Nombre de structures
Ainhoa	26
Ascaïn	130
Ciboure	123
Saint-Jean-de-Luz	353
Saint-Pée-sur-Nivelle	157
Sare	65
Souraïde	46
Urrugne	228

► 5.1.3. Les zones d'activités

Elles peuvent être des sources de pollution très importantes car elles concentrent de multiples éléments : les déchets, les rejets liquides et gazeux.... Sur ce territoire, on trouve 7 zones d'activités. Etant pour la majorité récente, l'aspect environnemental a été pris en compte lors de leur conception. Il n'y a pas de signe de pollution provenant de ces zones.

► 5.1.4. Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Toute structure susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances est une installation classée. Sur le territoire, 7 ICPE soumises à autorisation sont présentes mais seules trois installations (la décharge Bizi Garbia et les carrières de Sare et d'Ascaïn) peuvent engendrer des pollutions sur le site Natura 2000 (les autres se trouvent sur d'autres bassins versants). De plus, il y a de nombreuses structures comme les stations-services, les hôpitaux, des exploitations agricoles... qui sont soumises à déclaration car elles peuvent engendrer des pollutions liées aux restes médicamenteux, aux hydrocarbures, aux pesticides...

5.2. Les impacts

Certaines activités (industrielle, artisanale, médicale ...) peuvent générer des pollutions sous formes particulaire, dissoute ou thermique. Elles sont très variables en fonction des activités et des procédés mis en place. Ces rejets organiques ou toxiques sont sources d'augmentation de la turbidité, d'eutrophisation et donc de diminution de la quantité d'oxygène présente dans le milieu. Le pH, la température, les matières en suspension, la demande en oxygène, l'azote, les métaux ...sont des paramètres régulièrement analysés afin de détecter des sources de pollution.

Les analyses de l'eau sur le site, jusqu'à ce jour, ne nous ont pas permis de détecter des traces de pollution liées à ces activités, on peut donc en conclure qu'il n'existe pas d'impact de ces activités sur les EIC et HIC présents sur le site. Une question se pose tout de même sur la présence de nouveaux contaminants qui ne sont pas encore analysés à ce jour.



Les activités de loisirs

1. Activités sportives de plein air

Le territoire est très convoité pour les activités de plein air. Les différents paysages du territoire : mer, montagne, cours d'eau... se prêtent à ce type d'activités et permet des activités très diversifiées.

1.1. Les activités sportives

Sur le site Natura 2000, il existe plusieurs types d'activités de plein air :

- Les **activités aériennes** : du parapente et de l'ULM sont présents sur le site mais l'activité reste négligeable. Deux structures professionnelles proposent ces activités.
- Les **activités terrestres** : randonnées (pédestre, quad, équestre, VTT), parcours de santé, golfs, motocross, se font à proximité ou dans le site Natura 2000. Ces activités sont pratiquées par les locaux durant toute l'année et par les touristes pendant la période estivale. Il y a donc un pic d'activité de juillet à août. Le site Natura 2000 est peu fréquenté pour ces activités, il est juste traversé ou longé sur peu de distance. Un peu plus d'une dizaine de structures proposent ces activités de façon encadrée afin de faire découvrir le territoire.
- Les **activités nautiques** : jet ski, bouées tractées, canoë kayak, pirogue, plongée sous-marine, stand up paddle, voile... sont très présentes sur le site. Pratiquées principalement durant la période estivale, elles sont majoritairement destinées aux touristes. Les deux grosses zones phares sont la baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure qui regroupe plus de 70% de ces activités et le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle. Sur le reste du territoire, on retrouve également du canoë-kayak, du paddle... Une vingtaine de structures professionnelles ouvrent leurs portes du 15 juin au 15 septembre pour ces activités.

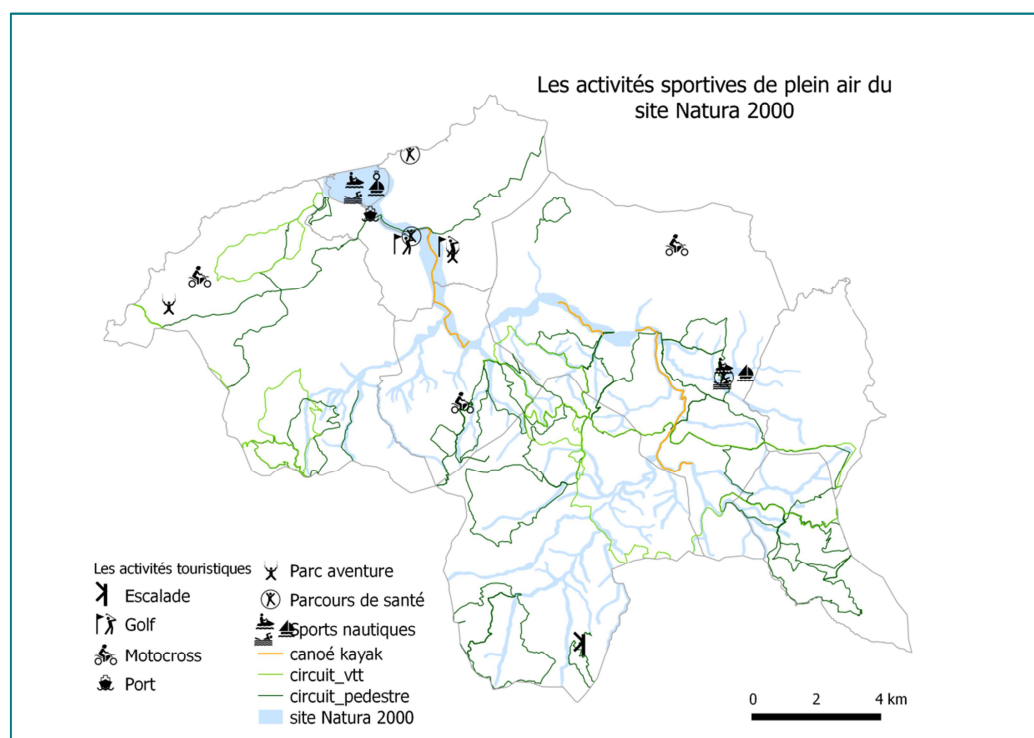


Figure 28 : Les activités sportives de plein air

A ces structures, il faut ajouter celles qui n'ont pas leur siège sur le territoire mais qui sont susceptibles d'utiliser le site.

1.2. Les impacts

Les activités de pleine nature ne cessent de se développer depuis plusieurs années. En plus de pratiquer une activité sportive, elles permettent de découvrir le territoire de façon ludique. Ces activités sont pratiquées par les locaux mais également par les touristes du mois de juin à septembre. Les professionnels ont vu en ces activités un réel moyen d'attirer des touristes et de développer leurs activités. A ce jour, les activités aquatiques prédominent sur le territoire. Mis à part pour le canoé-kayak, elles sont majoritairement concentrées sur la baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure et sur le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle. Le regroupement de ces activités permet de limiter l'impact de ces activités sur les HIC et les EIC. En ce qui concerne les activités terrestres, étant à ce jour peu développées sur le site Natura 2000, elles n'entraînent pas de problème conséquent de piétinement, d'arrachage de plantes, de dérangement de la faune.

Dans le futur, toutes ces activités vont se développer, il est essentiel d'informer et de sensibiliser les acteurs sur le patrimoine remarquable du site et d'encadrer les pratiquants.

Tableau 21 : Impacts des activités sportives de plein air

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none">● Sensibilisation possible sur la fragilité des écosystèmes● Veille écologique possible	<ul style="list-style-type: none">● Dérangement de la faune● Dégradation involontaire de la flore et des milieux (non-respect des chemins, piétinement important, amorçage répétitif, pollution liée aux déchets, cueillette ou arrachage des végétaux...)● Pollution due aux engins motorisés

2. Chasse et piégeage

2.1. Les infrastructures

Le territoire accueille une dizaine de structures pour un peu plus de 2 000 pratiquants pour les 8 communes. Sur ce site, les chasseurs s'intéressent davantage aux gibiers migrateurs (palombe, bécasse, grive...) ou terrestres (sanglier, chevreuil...) qu'au gibier d'eau (vanneau huppé, pluviers, colvert...). Sur la totalité du cours d'eau, on trouve uniquement un site (Landaburua, Ciboure) utilisé pour la chasse du gibier d'eau. Il y est chassé uniquement au lever et au coucher du soleil.

En ce qui concerne le piégeage, le territoire compte une vingtaine de piégeurs actifs. Les espèces les plus concernées en 2012-2013 étaient le ragondin, l'étourneau, la corneille et le renard. Il faut noter que deux visons d'Amérique ont été capturés dans les communes d'Urrugne et d'Ascaïn.

En dehors de la période de chasse, les piégeurs et chasseurs réalisent, entre autre, des actions d'aménagement sur le territoire : débroussaillage, gyrobroyage, entretien de chemins, plantation...

2.2. La réglementation

Ils sont soumis à la réglementation nationale (issue du code de l'environnement) ainsi qu'à des règles propres aux départements (arrêté, Schéma départemental de gestion cynégétique...) telles que les dates spécifiques d'ouverture ou de fermeture, les quotas...

En lien direct avec le site Natura 2000, les éléments de la réglementation qui sont intéressants sont l'interdiction d'utiliser des munitions en plomb à proximité d'une rivière (source de saturnisme pour les oiseaux) et les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse et du piégeage.

2.3. Les impacts

Les chasseurs sont peu présents et ont peu d'interactions avec le site : ils mènent peu d'actions liées aux cours d'eau ou à ses milieux associés (zone humide, marais...) et les périodes de chasse ne coïncident pas avec la période de reproduction des espèces du FSD, ce qui limite le dérangement lié à l'activité.

Certaines EIC présentes sur le site ont comme menaces le développement d'espèces envahissantes :

- Le **rat musqué** qui consomme les moules perlières
- Le **vison d'Amérique** qui concurrence le vison d'Europe
- Le **ragondin** qui dégrade les berges

Une pression plus ou moins importante s'exerce sur ces espèces.

Tableau 22 : Impacts de la chasse et du piégeage

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none">● Limitation des nuisibles et régulation des espèces● Réalisation d'actions d'aménagement● Surveillance du territoire	<ul style="list-style-type: none">● Dérangement lié à l'activité● Pollution possible avec les douilles● Surpopulation d'espèces impactant la qualité du site● Braconnage possible

3. Pêche de loisir en zone fluviale

Le site Natura 2000 comprend 221km de cours d'eau classés en zone fluviale. Ce site est fortement fréquenté, d'une part par les locaux (2,61% de la population pêche), par les pêcheurs mobiles (étrangers au territoire qui se déplacent exclusivement pour cette activité) et des pêcheurs vacanciers (la pêche pour eux est une activité de vacances). Le site Natura 2000 permet de contenter tous ces pêcheurs grâce à sa diversité de poissons (truite fario, carnassiers, saumon atlantique, anguille, truite de mer...), à sa facilité d'accès et à ses installations (parcours jeune, « No kill »).

3.1. Les gestionnaires

Cette activité est gérée localement par l' « AAPPMA Nivelle Côte Basque » qui adhère au niveau départemental à la FDAAPPMA64 qui adhère, elle-même, à la fédération nationale. Les fédérations œuvrent, chacune à leur niveau, à l'encadrement et la surveillance de la pêche, à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques, et réalisent des études. Pour parvenir à ses fins, la FDAAPPMA64 rédige entre autre le Plan Départemental pour la Protection des milieux aquatiques et la Gestion des ressources piscicoles des Pyrénées-Atlantiques (PDPG 64) qui fixe les orientations techniques pour une bonne gestion des milieux piscicoles. De même, le PLAN de GESTION des Poissons Migrateurs, réalisé à l'échelle du bassin versant Adour Côtier Basque par le COGEPOMI, encadre et régit la pêche aux poissons migrateurs. Il a pour but de restaurer le fonctionnement des écosystèmes estuariens, des fleuves et des rivières et de maintenir des activités de pêche raisonnables et durables afin de reconstruire de façon pérenne les stocks de ces poissons.

Le PLAGEPOMI doit proposer, pour les espèces amphihalines visées à l'article 436.44 du code de l'Environnement, un cadre juridique et technique concernant :

- les mesures utiles à la reproduction, au développement, à la conservation et à la circulation des poissons migrateurs,
- les modalités d'estimation des stocks, de suivi de l'état des populations et des paramètres environnementaux qui peuvent les moduler et d'estimation de la quantité qui peut être pêchée chaque année,
- les programmes de soutien des effectifs et les plans d'alevinage lorsque nécessaire,
- les conditions dans lesquelles sont fixées les périodes d'ouverture de la pêche,
- les modalités de la limitation de la pêche professionnelle et de la pêche de loisir,
- les conditions dans lesquelles sont délivrés et tenus les carnets de pêche.

Le plan de gestion s'intéresse dans le même temps aux conditions de production, de circulation et d'exploitation ; il peut préconiser des opérations de restauration et des modalités de gestion piscicole permettant de concilier le maintien des populations sur le long terme et les formes adaptées d'exploitation. (PLAGEPOMI Adour Côtier Basque 2008-2012).

3.2. La pratique de l'activité

Le bassin versant de la Nivelle est une zone très fréquentée pour trois principales raisons.

- Il a la chance d'avoir une **diversité de poissons** : des espèces sédentaires (goujon, vairon, truite fario, loche, truite arc en ciel, carpe, carnassier...) mais également des poissons migrateurs tels que le saumon atlantique, l'anguille, les lamproies, les truites de mer, les aloses.
- De plus, l'entretien des berges effectué entre autre par l'Agglomération Sud Pays Basque, et la proximité entre le cours d'eau et les routes, facilitent **l'accès aux cours d'eau**.
- Pour finir, la mise en place de **2 parcours « No kill »**, (zones où les pêcheurs sont obligés de remettre à l'eau le poisson capturé), et **2 parcours réservés aux jeunes** attirent les pêcheurs.

Cette zone permet de contenter une large gamme de pêcheurs. Le côté touristique et les conditions climatiques, doublent les effectifs des pêcheurs pendant la période estivale.

Deux types de pêche peuvent être pratiqués :

- La **pêche du bord**
- Le **wading** : pêche pratiquée en entrant dans l'eau de la rivière

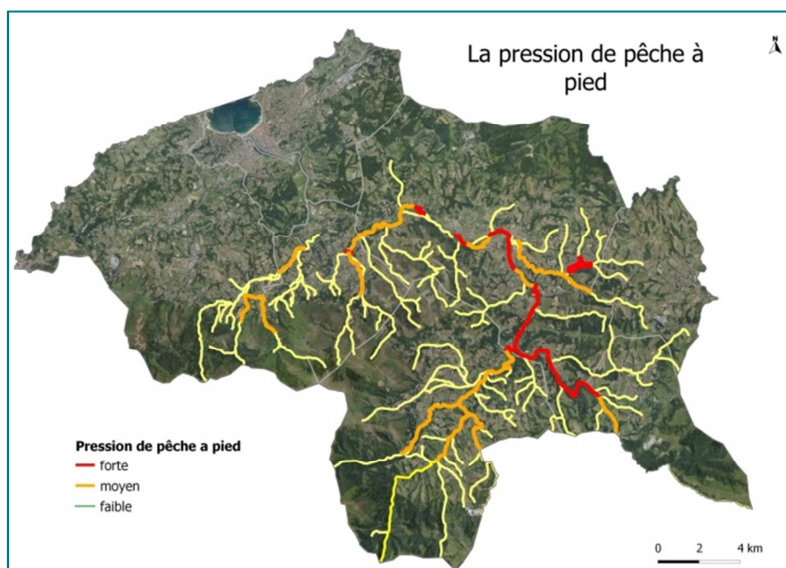


Figure 29 : La pression de la pêche à pied

3.3. La réglementation

Tous pêcheurs pour avoir le droit de pêche doit se munir d'une carte de pêche.

Au niveau national, cette activité est principalement réglementée sur la dimension des poissons, les équipements (2 cannes par pêcheur dans le domaine fluvial et 1 sur le domaine privé des cours d'eau de 1^{ère} catégorie), les périodes d'ouverture.... Les cours d'eau du site, fréquentés par les salmonidés, sont classés en première catégorie, la pêche n'est donc possible que de mars à septembre, cependant pour certaines espèces telles que les migrateurs, la pêche est possible sur une période plus restrictive afin de limiter les prélèvements et de ne pas nuire à la survie des juvéniles (ceci est amplifié par la mise en place de taille minimale de prélèvement).

Réglementation propre au saumon : possibilité de pêcher au maximum 4 saumons de plus de 50 cm.

3.4. Les impacts

De nombreuses actions sur le cours d'eau ou sur les populations piscicoles sont menées par les différents acteurs concernés (AAPPMA, INRA, FDAAPPMA) avec pour certaines le soutien financier d'autres structures (Agence de l'eau, Agglomération Sud Pays Basque, Conseil général...).

Dans le cadre du programme « brigade verte », un technicien de l'AAPPMA réalise un suivi des milieux (relevés des paramètres physico-chimiques simples, suivi de la reproduction de la truite et du brochet, élaboration d'un diagnostic d'état des cours d'eau...), une surveillance réglementaire et une sensibilisation auprès des scolaires. En collaboration avec d'autres structures, l'AAPPMA a aménagé des frayères pour faciliter la reproduction des salmonidés (espèce du FSD) dans les secteurs où le substrat ne répondait pas aux attentes des poissons. L'INRA effectue des études sur les espèces piscicoles (dont le saumon) de la Nivelle afin d'améliorer les connaissances sur le comportement, les besoins des poissons et les impacts des aménagements anthropiques.

Les espèces inscrites au FSD, qui remontent pour se reproduire, sont peu pêchées sur le site Natura 2000. Les lamproies et les aloses ne sont pas des espèces recherchées par les pêcheurs contrairement au saumon, espèce phare sur le territoire. Vu le faible effectif de celui-ci, environ 3 pêcheurs sont réellement intéressés sur le territoire. Les prélèvements sont très négligeables, moins d'un par an.

Le site de la Nivelle est une zone très fréquentée pour la pêche, elle est pratiquée par des locaux mais également par des personnes venant de l'extérieur, la pression de pêche est donc multipliée par 2 de juillet à septembre. Ils pratiquent soit une pêche de bord soit en wading. Cette méthode de pêche peut impacter les espèces peu mobiles comme la moule perlière ou les zones de frai en les écrasant. De plus, ce mode de pêche contribue à la propagation de la peste de l'écrevisse (principale menace de l'écrevisse à pattes blanches) car les wadders peuvent être porteur du champignon responsable de cette maladie. Informer les acteurs de ce problème serait essentiel pour maintenir les populations d'écrevisse à pattes blanches

Les structures en lien avec la pêche ou les poissons, AAPMA, FDP 64, MIGRADOUR, INRA réalisent de nombreuses actions de connaissance, de suivi et d'aménagement. Elles permettent de pouvoir anticiper ou d'être en mesure d'agir rapidement lors d'une perturbation, de pouvoir améliorer la connaissance et de sensibiliser certains acteurs aux patrimoines naturels de ce site.

Au sein du FSD, 6 espèces de poissons ont été identifiées, toutes sont pêchables sur le site, néanmoins les prélèvements sont négligeables car, les populations étant faibles, peu de pêcheurs s'intéressent à ces espèces. En moyenne moins d'un saumon, moins d'une vingtaine d'alose et aucune lamproie sont capturés par an.

Tableau 23 : Impacts de la pêche de loisir en zone fluviale

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none"> ● Actions en faveur de la biodiversité et de son suivi : suivi milieu, nettoyage des cours d'eau, aménagements des frayères, surveillance... ● Prélèvement négligeable d'espèces IC 	<ul style="list-style-type: none"> ● Dérangement de la faune et piétinement de la végétation (négligeable à ce jour) ● Braconnage possible sur les espèces d'IC ● Véhiculations (possible) de bactéries, virus, par les bottes et wadders ● Ecrasement possible de moule perlière

4. Pêche de loisir en zone maritime

La pêche récréative en mer comprend diverses activités : la pêche embarquée, la pêche du bord, le ramassage des coquillages (la pêche sous-marine est interdite sur le territoire du site Natura 2000).

4.1. La pêche de loisir de la Baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure au pont d'Ascain

Cette activité est présente de façon négligeable (avec tout de même un pic en été). Elle concerne principalement les hommes âgés de plus de 40 ans (étude de l'Ifremer). Elle comprend différentes sortes de techniques de pêche :

- La **pêche du bord** : ces pêcheurs à la ligne fréquentent ce site pour capturer des bars, des mulots, des anguilles, des dorades, des encornets... Même s'ils sont peu nombreux, 3 zones sont davantage fréquentées que le reste du territoire : les digues et la zone portuaire (Figure 30).
- Le **ramassage des coquillages** : l'importance du substrat sableux au niveau de la baie explique la faible présence de cette activité sur le site. De façon anecdotique, le port et les platiers rocheux de Socoa et de Sainte Barbe sont fréquentés pour le ramassage des bigorneaux, des araignées de mer, des crabes et des oursins. (Figure 31)
- La **pêche de plaisance** : cette pêche est possible grâce à la présence d'un port de plaisance (cf fiche port et dragage). La plupart des propriétaires de la zone de la Nivelle et de Socoa partent très régulièrement en mer, en dehors du site Natura 2000, à la demi-journée voire la journée pour capturer à l'aide d'une canne ou d'une ligne des bars et des chipirons.... A part quelques pêcheurs de chipirons dans la baie, ce site Natura 2000 est principalement fréquenté comme zone de déplacement.



Figure 30 : La pression de la pêche du bord

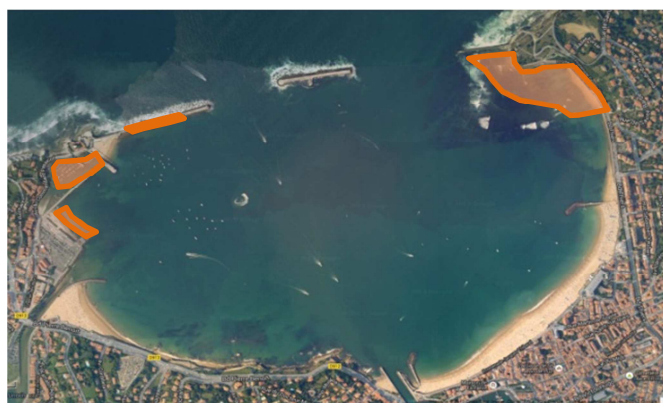


Figure 31 : La pression du ramassage de coquillages

4.2. La réglementation

Le produit de cette activité de pêche est destiné à la consommation exclusive du pêcheur et de sa famille. Sont interdits la vente et l'achat des espèces pêchées.

L'exercice de cette activité est soumis aux dispositions applicables à la pêche professionnelle en ce qui concerne :

- La taille minimale des captures autorisées.
- Les caractéristiques et conditions d'emploi des engins de pêche.
- Les modes et procédés de pêche.
- Les arrêtés réglementant les zones, périodes et interdictions de pêche.
- Les arrêtés réglementant l'exercice de la pêche.

La pêche de loisir en zone maritime est peu présente et à lieu principalement en été sur le site : la pêche embarquée est quasi-absente du site, les ramasseurs de coquillage sont anecdotiques et les pêcheurs du bord sont peu nombreux. La faible fréquence de cette activité et le fait que les pêcheurs ne s'intéressent pas aux EIC, cette activité a peu d'impact sur le site. Néanmoins des cas de pêche à but non lucratif ont été signalés (communication personnelles) sur le site ou à proximité, sans être ni quantifiés, ni attestés. Cette information pourrait nuancer le propos précédent.

Une question se pose tout de même sur leur impact au niveau des habitats, le piétinement d'HIC sensible tel que le massif d'Hermelle peut être préjudiciable à l'habitat tout comme le mouillage de bateau sur des HIC de fond de mer.

Tableau 24 : Impacts de la pêche de loisir en zone maritime

Impacts positifs sur le site	Impacts négatifs sur le site
<ul style="list-style-type: none">● Veille écologique	<ul style="list-style-type: none">● Braconnage possible sur les espèces d'IC● Dégradation des fonds par actions de mouillage

Conclusion

Ce travail a permis d'identifier et de caractériser 16 activités présentes sur le site. La majorité d'entre elles sont très dépendantes du site.

Tableau 25 : Bilan des activités sur le site Natura 2000

Activités	Enjeu économique	Enjeu sociétal	Evolution	Souhait des acteurs
Démographie et urbanisation	Important	Important	En augmentation	Contrôler l'étalement urbain
Voierie et espace vert	Néant	Néant		Développer une voierie répondant aux besoins en période d'été
Alimentation en eau	Moyen		En augmentation	Conserver les sources locales et maintenir une eau de bonne qualité
Assainissement	Moyen		En augmentation	Améliorer l'efficacité du réseau
Eaux pluviale et inondation				Améliorer l'efficacité du réseau Limiter les inondations
Tourisme	Important	Important	En stagnation	Dessaisonnaliser l'activité touristique
Gestion des déchets	Moyen			Maintenir un site propre et accueillant
Les seuils et les barrages	Néant			
Agriculture	Important	Important	En diminution	Conserver une agriculture durable en développant la vente directe
Foresterie	Néant	Moyen	En diminution	Conserver des forêts accueillantes
Pêche professionnelle	Important	Important	En stagnation	Conserver l'activité
Dragage	Néant	Néant	En stagnation	
Activités diverses	Important	Néant	En augmentation	
Activités sportives	Important	Important	En stagnation	Contrôler le développement des activités de pleine aire
Chasse	Néant	néant	En augmentation	
Pêche de loisir en zone maritime	Néant	néant		
Pêche de loisir en zone fluviale	Moyen	Important		Conserver un site accueillant avec une diversité de poisson

Il ressort de ce diagnostic la volonté des acteurs de

- Développer une agriculture durable
- Maintenir une eau de bonne qualité
- Maintenir un site accueillant (propre, accessible...) permettant de recevoir de multiples activités liées au cours d'eau
- Maintenir les activités touristiques et les développer tout au long de l'année.
- Développer des aménagements permettant de répondre à la sur fréquentation du site en été



Annexes



Annexes

- **Annexe 1** : La baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure
- **Annexe 2** : Le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle



Annexe 1 : La baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure

Localisation

La Baie de Saint-Jean-de-Luz-Ciboure forme une sorte de demi-cercle d'environ 150 ha avec une ouverture d'environ de 1 500m (de la pointe de Socoa à Sainte Barbe) et une profondeur de 1 200m (de l'embouchure de la Nivelle à la digue de l'Artha). La profondeur maximum est de 15.60m (entre l'Artha et de Socoa) mais globalement, la baie a une profondeur moyenne de 5 m.

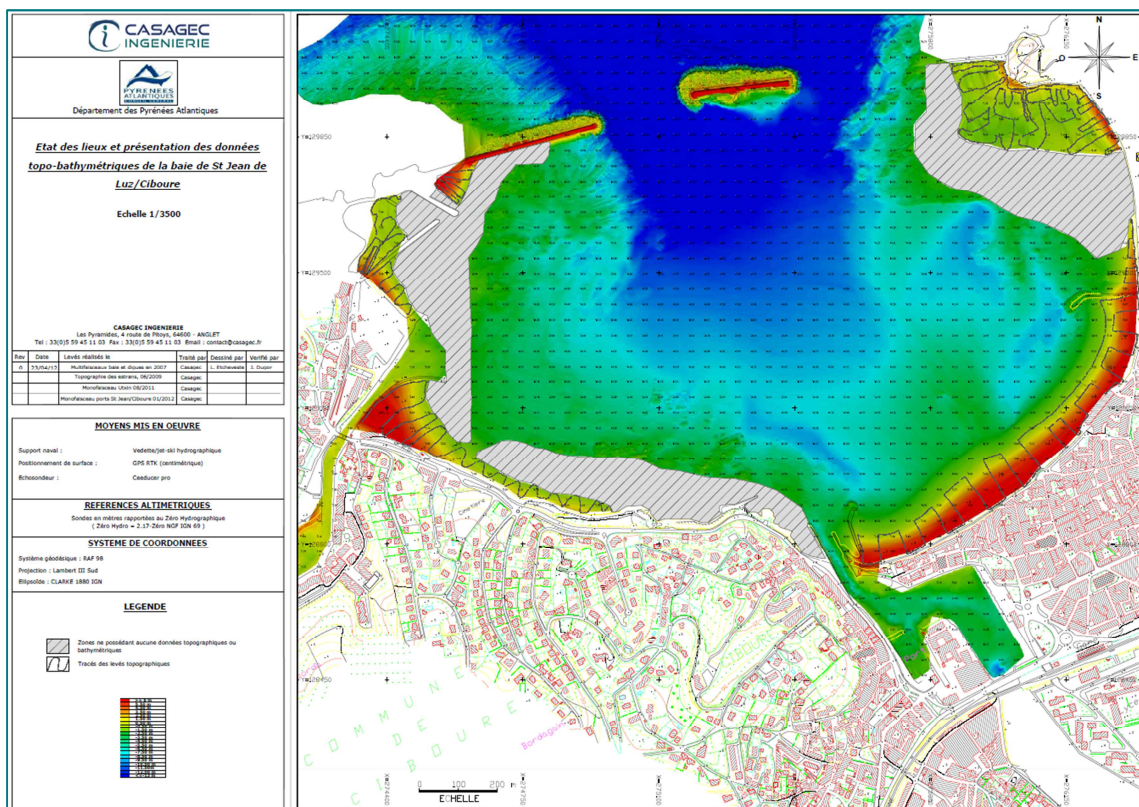


Figure 1 : Profondeur de la baie

La Baie est l'embouchure de deux rivières : La Nivelle (site Natura 2000) et l'Untxin : rivière de quelques kilomètres de long, avec un débit moyen de $1\text{m}^3/\text{s}$, elle prend sa source à Urrugne et Biriou au niveau du Xoldokogaina.



Figure 2 : Localisation de la baie

Historique

Jusqu'au XIV^e siècle, le port de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure vivait dans l'ombre de celui de Bayonne. Suite à des aménagements de ce dernier qui empêchèrent la remontée de certains bateaux, des mouvements de population s'effectuèrent vers le port de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure, développant l'activité portuaire. A cette époque la baie était protégée de la houle par des défenses naturelles : la pointe de Socoa, de Sainte Barbe et par les hauts fonds de l'Artha. Avec le temps, elles se réduisirent, voire disparurent, suite à des assauts répétés de la mer. Les communes subissaient donc de plein fouet les tempêtes (disparition de maisons, recul de la bande littorale...). Après les ravages de l'énorme tempête de 1782, la construction de la fermeture de la baie fut entreprise avec tout d'abord la création de la digue de Sainte barbe (180m) et de Socoa (780m prévu à l'origine) puis la digue de l'Artha. A la fin du XIX^e siècle, la fermeture fut finie et il fut décidé de consolider les digues avec des blocs quelques années après.

Aujourd'hui la baie est toujours protégée par ces trois digues : Socoa : 421m, Artha : 258m et Sainte Barbe : 180m. Elles laissent entre elles deux passes de 250m à l'ouest et 390m au nord.

La gestion

La gestion sur cette zone est multiple :

- Les **mairies** sont responsables des plages et de la qualité de l'eau de baignade. Elles ont à leur charge la surveillance (les 4 plus grosses plages ont des MNS), l'entretien des plages (durant l'été deux bateaux récupèrent les déchets flottants à proximité des zones de baignade sur les 3 filets anti-pollution et sur les plages une cribreuse passe tous les jours) et des infrastructures (poubelle, douche...), ainsi que de l'ouverture des plages. L'Agglomération Sud Pays Basque, ayant développé des outils de conseil et faisant des analyses rapides de l'eau, a un rôle de conseiller et de coordinateur auprès de ses communes
- Le **préfet maritime** est responsable de la circulation maritime et du balisage au-delà de 300m de la côte
- Le **préfet du département** s'occupe de la chasse, l'extraction de matériaux et l'occupation du domaine au-delà de 300m
- Le **préfet de région** s'intéresse à la pêche et aux ressources halieutiques au-delà de 300m de la côte
- Le **conseil général** est propriétaire des ports et gère l'entretien des digues avec la mise en place tous les ans d'une vingtaine de blocs au printemps.

Les activités

La baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure est une zone très fréquentée pour différentes activités (cf carte suivante) :

- **Activité nautique sur l'eau** : bodyboard, bouées tractées, fly fish, flyboard, jet ski, Kayak de mer, longboard, pirogue, plongée sous-marine, ski nautique, stand up paddle, surf, voile... (un ponton à Socoa est mis en place pour faciliter les départs de ces activités). Ces activités sont proposées par des entreprises (environ une vingtaine) ou des associations durant l'été (ces activités concernent majoritairement les touristes). Il est fréquent que ces derniers réalisent des manifestations telles que des régates, des triatlons....
- **Baignade** : La baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure comprend 7 zones de baignades mais seules 4 plages sont déclarées en tant que tel. Elles sont surveillées et contrôlées par l'ARS. Elles représentent le plus gros attrait pour les touristes, elles sont donc très fortement fréquentées durant cette période.

Plage	Période de surveillance	Fréquentation (nombre de pers/jour)	Qualité de l'eau
Fort de Socoa	29/06 au 01/09	Entre 100 à 450	Bonne
Socoa	14/06 au 15/09	Entre 500 à 2 000	Bonne
Saint-Jean-de-Luz Sud	01/06 au 14/09 et les weekends de mai à septembre	entre 2 000 à 8 000	Bonne
Saint-Jean-de-Luz Nord	01/06 au 14/09 et les weekends de mai à septembre	Entre 500 à 2 000	Bonne

Pour plus d'informations : www.agglo-sudpaysbasque.fr

La plage de Saint-Jean-de-Luz dispose d'un club de plage : Le Sporting, qui accueille les enfants durant la journée. Il est proposé différentes activités : volley-ball, natation, trampolines, balançoires...

- **Pêche professionnelle** : La baie fait partie des zones pêchées (moins d'une dizaine de bateaux-toute pêche confondues est susceptible de la fréquenter à cet effet) mais elle est principalement utilisée comme zone de déplacement pour partir en mer ou pour revenir au port ou à la criée.
- **Pêche de plaisance** : tout comme la pêche professionnelle, cette zone représente principalement une zone de déplacement, elle est tout de même fréquentée pour la pêche aux chipirons (calmars)
- **Pêche à pied** : la baie est très peu fréquentée pour cette activité
- **Bateau touristique** : une navette maritime, Le Passeur, assure 12 à 14 départs par jour d'avril à septembre. Elle relie le port professionnel de Socoa à la digue des chevaux. Un deuxième bateau touristique, « Nivelles », propose des sorties en mer (pêche ou simple promenades) à partir du port de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure. 4 départs par jour sont réalisés d'avril à mi-octobre.
- **Mouillage** : A l'intérieure de la baie, il y a quelques zones de mouillage (pour les touristes) qui sont gérées par le syndicat de la baie de Saint-Jean-de-Luz/Ciboure. En 2012, 236 passages dans la baie ont été déclarés. Parmi eux, la présence de quelques gros paquebots de croisière (la CCI cherche à développer ce type d'escale).
- **Autres** : La mairie de la ville de Saint-Jean-de-Luz organise le 14 juillet et le 15 août les traversées de la baie à la nage entre la plage de Socoa et la grande plage de Saint-Jean-de-Luz sur une distance de 1800 m.

L'importance du nombre d'activités présentes en été a entraîné la création d'un arrêté préfectoral localisant ces activités. Un zonage a donc été effectué : 6 zones de baignade, 3 zones d'activités nautiques, 3 zones de mouillages pour accueillir les touristes venant en bateaux.

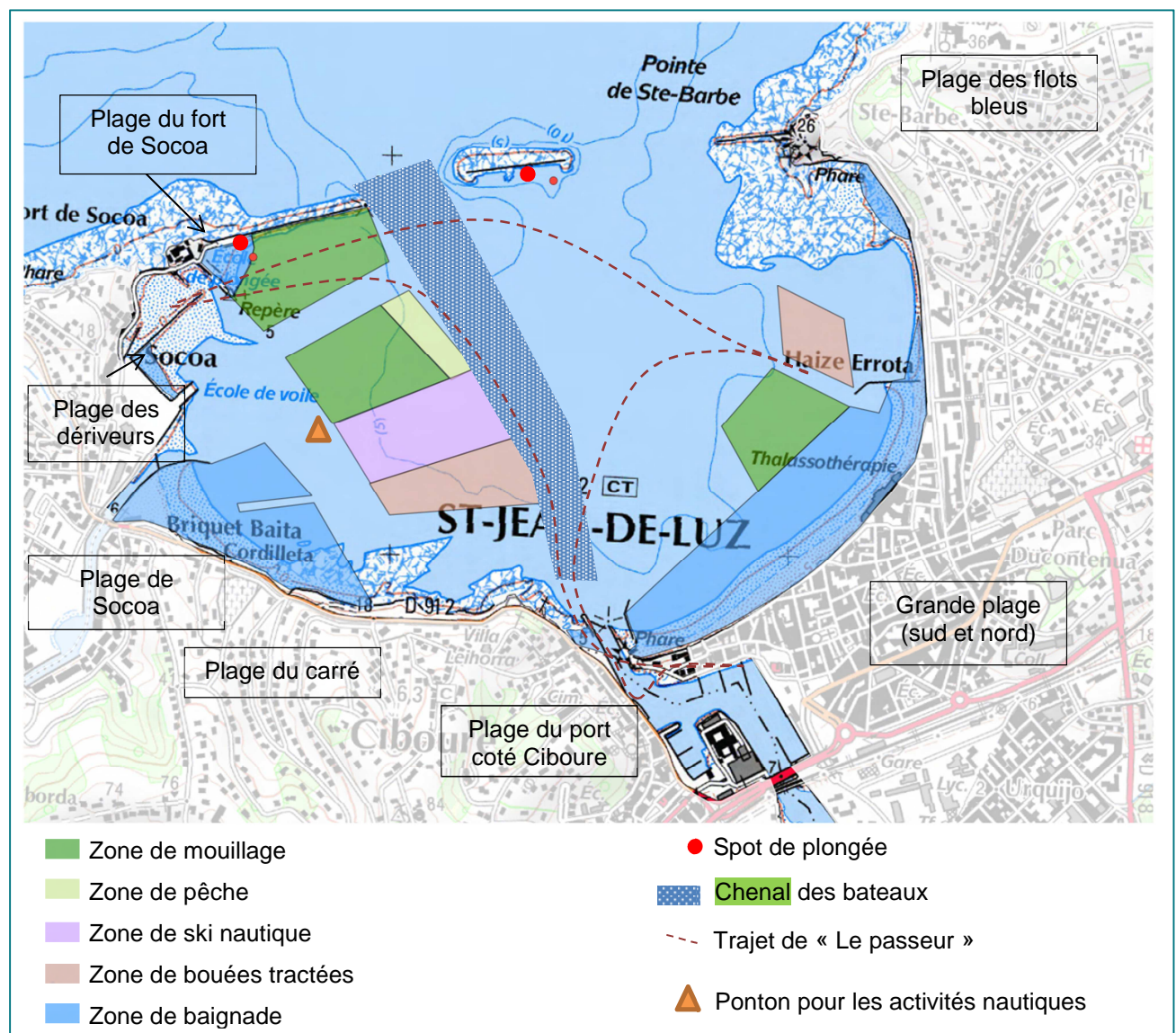


Figure 3 : Activités dans la baie

Annexe 2 : Le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle

Présentation du site

Le lac Alain Cami, appelé plus communément le lac de Saint-Pée-sur-Nivelle, est situé sur un affluent rive droite de la Nivelle. Le lac est constitué aujourd'hui d'un plan d'eau principal, en amont duquel sont situés deux étangs de plus petites tailles (1 231 m² et 1 147 m²). Ces 3 retenues sont artificielles, le lac fut créé en 1964 suite à la création d'un barrage en terre de 10 m de hauteur et de 130 m de long sur le ruisseau. M. Cami souhaitait développer la commune de Saint Pée sur Nivelle en construisant un lac touristique (attraction pour les estivants). Des animations ont donc été mises en place afin de faire vivre ce site. L'année suivante un étang, en amont du lac fut construit, dans une optique de chasse. M. Sabarotz souhaitait installer une tonne à canard. Cet étang par la suite fut divisé en deux. A ce jour, il n'est plus utilisé pour la chasse mais pour la pêche.

Le barrage est exploité à un niveau constant correspondant à sa cote de retenue normale 42.15 NGF. Il comprend une évacuation constante qui permet de limiter la stagnation de l'eau.

Cette retenue, faisant environ 12 ha avec une profondeur maximale de 6 à 8 m, contient ainsi toute l'année près de 220 000m³ d'eau.

Le lac est alimenté par trois petits ruisseaux permanents : Garramougo (3km), Aphileta (430m) et Errotaberri (860m) et deux cours d'eau temporaires : Lecumberri et EP 11



Figure 1 : Description du lac



Figure 2 : Flux hydrauliques du lac

Gestion du lac

Le lac et les étangs, se trouvant sur des terrains communaux, appartiennent à la commune de Saint Pée sur Nivelle, elle est donc responsable de leur gestion.

Elle réalise différentes actions pour conserver une eau de bonne qualité et un site accueillant.

Entretien du lac

La commune entretient le lac et son contour. Jusqu'en 2007, sur les 15 dernières années, la commune a vidangé 4 fois entièrement le lac dans le but de l'assainir, le fond a été chaulé à chaque vidange. A l'heure actuelle une seule baisse de l'ordre de 1 à 1.5m est réalisée en Mai/ Juin afin de nettoyer les berges (la vidange est désormais impossible). Les deux bassins, quant à eux, ont été curés en 2013 afin de nettoyer le fond dans une optique d'amélioration de qualité de l'eau. Environ 1 700 tonnes de boue ont été enlevées. Cette opération n'avait pas eu lieu depuis de nombreuses années.

La commune réalise également le nettoyage de l'île présente dans le lac principal, même si celle-ci est privée, en fauchant la végétation avant l'été.

Des actions de lutte contre les espèces nuisibles et envahissantes sont également menées :

- Un agent communal réalise des campagnes de piégeage au ragondin sur le lac
- Des campagnes d'arrachage d'herbiers aquatiques

Valorisation touristique

Depuis sa création, la commune a entrepris des actions pour valoriser le site tout en maîtrisant les activités et les actions présentes. En effet, les activités autour du lac se sont développées depuis plusieurs années. Implanté, légèrement en retrait de l'agitation des grandes villes côtières, le lac est un lieu attractif et reposant pour les touristes. A ce jour, le lac constitue ainsi l'un des principaux attraits de la commune car c'est l'unique base de loisirs de la commune. Il représente donc un enjeu économique pour la commune.

Le lac est fortement fréquenté durant la période estivale et pendant les weekends ensoleillés de printemps et d'automne par des familles avec des enfants (forte fréquentation espagnole) et des personnes âgées.

La commune a réalisé un chemin permettant de faire le tour du lac. Il est très fréquenté durant la saison estivale mais également le reste de l'année par les locaux qui viennent y faire leur footing ou leur marche. De plus elle a installé une zone de pique-nique avec l'installation d'une dizaine de tables sur la partie « non plage » du lac.

Une aire de stationnement de camping-car se trouve également à proximité du lac. Réaménagé il y a 4 ou 5 ans, elle propose l'électricité, l'eau, une aire de vidange gratuite, un parking fermé moyennant finance. Cette zone est quasi-pleine l'été.

La base nautique est ouverte du 15 juin au 15 septembre et comprend les activités suivantes :

- **Baignade et jeux aquatiques** : le lac comprend une plage surveillée et bien équipée. La commune est responsable de la baignade, elle réalise donc, avec un appui technique de l'agglomération Sud Pays Basque, un suivi de la qualité de l'eau. Des surveillants sont présents de 11h à 18h30 tous les jours du 1er juillet au 31 août. Une zone de baignade y est délimitée par des bouées de balisage durant l'été. Un toboggan aquatique a été installé sur cette plage. Durant la saison, des activités ludiques pour les enfants sont proposées par les agents de la commune.
- **Pédalos** : géré par la commune, elle correspond à l'activité phare du lac. Une vingtaine de pédalos sont présents
- **Sports nautiques** : 3 activités sont proposées par le centre nautique : canoës, kayak, stand up paddle.
- **Parc aventure** : la société « Evolution 2 » propose un accro branche et une tyrolienne au niveau du lac.
- **Balade équestre** : un éleveur local propose des balades à poney autour du lac

Ces activités permettent l'emploi durant la saison d'environ 24 personnes dont 20 qui sont embauchées par la commune. (19 jeunes : 4 agents pour le nettoyage, 2 policiers municipaux, 12 agents pour les activités ludiques de la plage, un pour le centre nautique ; et le responsable des activités)

D'autres activités sont présentes sur une plus large période :

- **Le modélisme** : une zone du lac a été aménagée pour l'association de modélisme de Saint Pée sur Nivelle
- **La pêche** : cette activité est possible sur le lac du deuxième samedi de mars au troisième dimanche de septembre. Le lac principal est fortement fréquenté par les locaux et les touristes car il permet de disposer d'une zone facile d'accès avec des poissons en quantité. Les deux étangs font partis des parcours de pêche réservés aux jeunes. Seuls les enfants de moins de 13 ans ont le droit d'y pêcher. L'AAPPMA utilise régulièrement le lac et les étangs lors de leurs animations ou pour leur école de pêche.

La commune refuse régulièrement l'installation de nouvelles activités privées sur le plan d'eau ou la plage afin de conserver un site calme et « champêtre ».

Le lac est aussi connu pour Herri-Urrats : fête des Ikastola (école en langue basque). Cette fête, présente depuis 25 ans, réunit près de 60 000 personnes durant un weekend de mai.

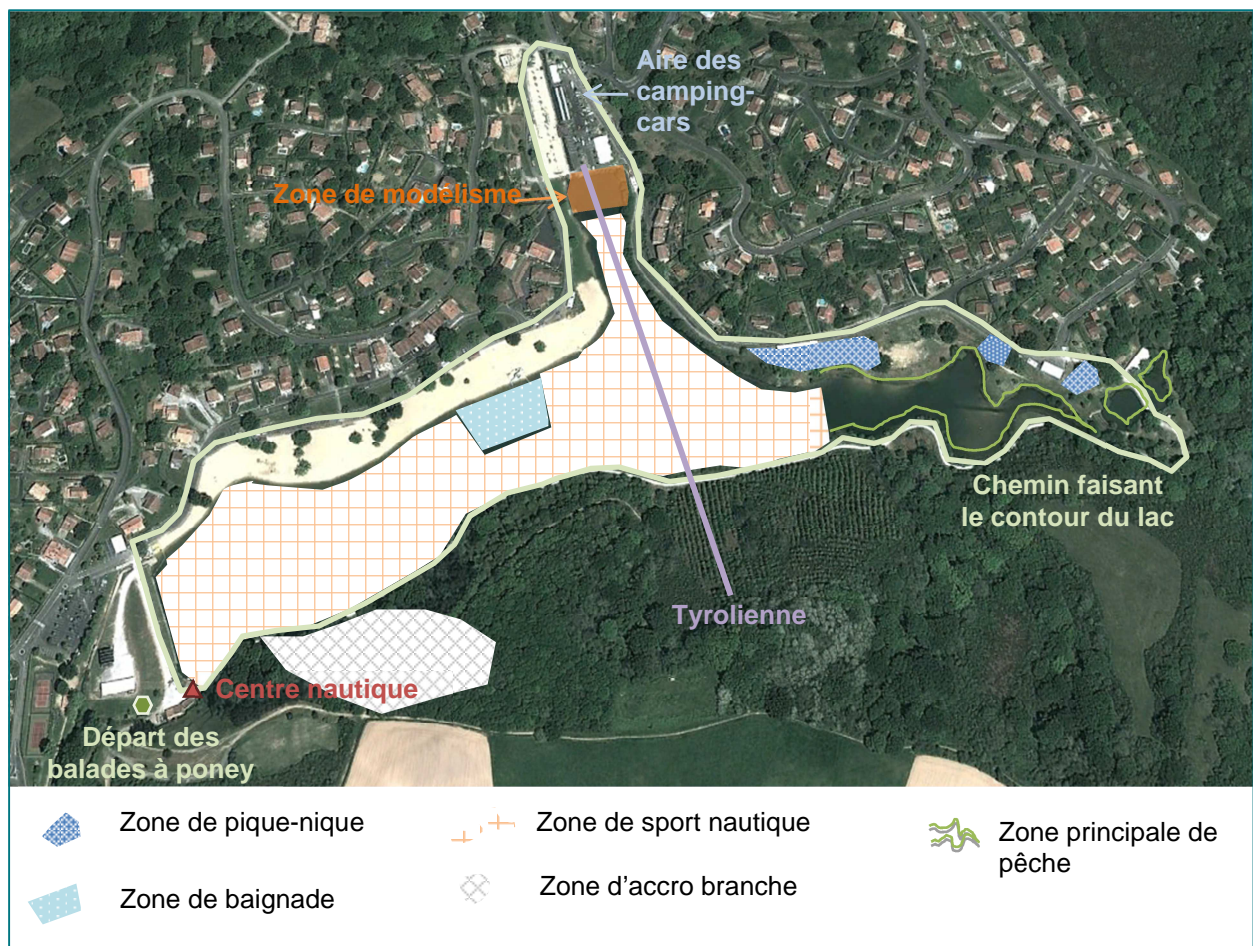


Figure 3 : Activités sur le lac

